

Rapport financier 2015 consolidé

Exercice terminé le 31 décembre

Nom : Repentigny

Code géographique : 60013

Type d'organisme municipal : Municipalité locale

*Affaires municipales
et Occupation
du territoire*

Québec 

Attestation du trésorier ou du secrétaire-trésorier sur le rapport financier consolidé

S3

Section I - États financiers consolidés

Table des matières	S4
États financiers consolidés audités	S5 - S25
Renseignements consolidés non audités	S26 - S28

Section II - Autres renseignements financiers

Table des matières	S30
Taux global de taxation réel audité	S31 - S34
Autres renseignements non audités	S35 - S57

**ATTESTATION DU TRÉSORIER OU DU SECRÉTAIRE-TRÉSORIER
SUR LE RAPPORT FINANCIER CONSOLIDÉ**

Aux membres du conseil,

Je soussigné(e), Diane Pelchat, atteste la véracité du rapport financier consolidé

de Repentigny pour l'exercice terminé le 31 décembre 2015.

(Nom de l'organisme)

[Originale signée]

Signature

Date

2016-03-30

TABLE DES MATIÈRES

	<u>PAGE</u>
Section I	
États financiers consolidés audités	
Rapport de l'auditeur indépendant	6
Rapport du vérificateur général	6.1
Renseignements complémentaires consolidés	
Informations sectorielles consolidées	
Résultats détaillés par organismes	7
Excédent (déficit) de fonctionnement à des fins fiscales par organismes	8
Excédent (déficit) d'investissement à des fins fiscales par organismes	9
Variation des actifs financiers nets (de la dette nette) par organismes	10
Situation financière par organismes	11
Flux de trésorerie par organismes	12
Charges par objets par organismes	13
État consolidé des résultats	14
État consolidé de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette)	15
État consolidé des gains et pertes de réévaluation	15
État consolidé de la situation financière	16
État consolidé des flux de trésorerie	17
Notes complémentaires aux états financiers consolidés	18
Autres renseignements complémentaires consolidés	
Excédent (déficit) accumulé	19
Avantages sociaux futurs	20
Endettement total net à long terme	21
Renseignements consolidés non audités	
Analyse des revenus consolidés	23
Analyse des charges consolidées	24
Section II	
Autres renseignements financiers - Table des matières	26

Section I - États financiers consolidés

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Aux membres du conseil,

J'ai effectué l'audit des états financiers consolidés ci-joints de la Ville de Repentigny et des organismes qui sont sous son contrôle, qui comprennent l'état consolidé de la situation financière au 31 décembre 2015, l'état consolidé des résultats, l'état consolidé de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) et l'état consolidé des flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, ainsi qu'un résumé des principales méthodes comptables et d'autres informations explicatives.

Responsabilité de la direction pour les états financiers consolidés

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle de ces états financiers consolidés conformément aux normes comptables canadiennes pour le secteur public, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers consolidés exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Responsabilité de l'auditeur

Ma responsabilité consiste à exprimer une opinion sur les états financiers consolidés, sur la base de mon audit. J'ai effectué mon audit selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que je me conforme aux règles de déontologie et que je planifie et réalise l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers consolidés ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en oeuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les états financiers consolidés. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que les états financiers consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de l'entité portant sur la préparation et la présentation fidèle des états financiers consolidés afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers consolidés.

J'estime que les éléments probants que j'ai obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder mon opinion d'audit.

Opinion

À mon avis, les états financiers consolidés donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de la Ville de Repentigny et des organismes qui sont sous son contrôle au 31 décembre 2015, ainsi que des résultats de leurs activités, de la variation de leurs actifs financiers nets (de leur dette nette) et de leurs flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, conformément aux normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Observations

Sans pour autant modifier mon opinion, j'attire l'attention sur le fait que la Ville de Repentigny inclut dans ses états financiers consolidés certaines informations financières qui ne sont pas exigées selon les normes comptables canadiennes pour le secteur public. Ces informations, établies conformément au modèle prescrit par le ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire et présentées aux pages S8, S9, S23 et S25 portent sur l'établissement de l'excédent (déficit) de l'exercice et la ventilation de l'excédent (déficit) accumulé à des fins fiscales ainsi que sur l'endettement total net à long terme.

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

[Original signé par]

Saint-Paul-de-Joliette

1Par Dominique Collin, FCPA auditeur, FCA

DATE 2016-03-30

RAPPORT DU VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL

[Original signé par]

DATE _____

**INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
RÉSULTATS DÉTAILLÉS PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

		<u>Réalisations 2014</u>	<u>Budget 2015</u>	<u>Réalisations 2015</u>			
		<u>Administration municipale</u>	<u>Administration municipale</u>	<u>Administration municipale</u>	<u>Ventilation de l'amortissement</u>	<u>Organismes contrôlés</u>	<u>Total consolidé¹</u>
Revenus							
Fonctionnement							
Taxes	1	107 038 473	111 700 690	112 716 706			112 716 706
Compensations tenant lieu de taxes	2	2 906 846	2 441 350	2 405 601			2 405 601
Quotes-parts	3						
Transferts	4	1 269 067	1 137 070	1 188 953		117 138	1 306 091
Services rendus	5	5 289 184	5 157 210	5 823 637		704 062	5 770 693
Imposition de droits	6	4 311 733	4 117 000	4 392 345			4 392 345
Amendes et pénalités	7	3 834 606	3 942 350	3 983 630			3 983 630
Intérêts	8	1 176 043	1 000 000	1 089 813		1 894	1 091 707
Autres revenus	9	2 181 539	249 680	38 570		2 659 606	976 313
	10	128 007 491	129 745 350	131 639 255		3 482 700	132 643 086
Investissement							
Taxes	11	84 465		12 263			12 263
Quotes-parts	12						
Transferts	13	8 342 390	12 426 000	3 431 740			3 431 740
Autres revenus							
Contributions des promoteurs	14	1 504 739	1 620 000	35 705			35 705
Autres	15	354 419		383 574			383 574
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales	16						
	17	10 286 013	14 046 000	3 863 282			3 863 282
	18	138 293 504	143 791 350	135 502 537		3 482 700	136 506 368
Charges							
Administration générale	19	13 022 643	14 518 790	15 026 983	647 427		15 674 410
Sécurité publique	20	23 558 211	24 575 830	23 764 661	1 345 086		25 109 747
Transport	21	16 909 093	16 306 650	18 130 028	9 281 273		27 411 301
Hygiène du milieu	22	14 307 216	15 117 520	14 877 945	9 404 938		24 282 883
Santé et bien-être	23	1 200 144	1 221 780	1 204 692			1 204 692
Aménagement, urbanisme et développement	24	3 798 252	3 010 250	2 792 997	142 503	17 908	2 929 234
Loisirs et culture	25	21 780 804	23 021 000	23 578 818	4 006 897	3 347 744	28 478 764
Réseau d'électricité	26						
Frais de financement	27	11 380 273	14 488 800	10 611 645		9 255	10 620 900
Amortissement des immobilisations	28	24 026 212	28 337 760	24 828 124	(24 828 124)		
	29	129 982 848	140 598 380	134 815 893		3 374 907	135 711 931
Excédent (déficit) de l'exercice	30	8 310 656	3 192 970	686 644		107 793	794 437

1. Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT À DES FINS FISCALES PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

		Réalizations 2014		Budget 2015		Réalizations 2015		Total consolidé ¹
		Administration municipale		Administration municipale		Administration municipale	Organismes contrôlés	
Excédent (déficit) de l'exercice	1	8 310 656		3 192 970		686 644	107 793	794 437
Moins: revenus d'investissement	2	(10 286 013 )	(	14 046 000 )	(	3 863 282 )	(	3 863 282)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales	3	(1 975 357)		(10 853 030)		(3 176 638)	107 793	(3 068 845)
CONCILIATION À DES FINS FISCALES								
<i>Ajouter (déduire)</i>								
Immobilisations								
Amortissement	4	24 026 212		28 337 760		24 828 124	77 951	24 906 075
Produit de cession	5	146 355				482 652	289 271	771 923
(Gain) perte sur cession	6	225 222				492 102	(18 499)	473 603
Réduction de valeur / Reclassement	7	148 722				372 801		372 801
	8	24 546 511		28 337 760		26 175 679	348 723	26 524 402
Propriétés destinées à la vente								
Coût des propriétés vendues	9	752 376						
Réduction de valeur / Reclassement	10	209 762				269 674		269 674
	11	962 138				269 674		269 674
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales								
Remboursement ou produit de cession	12	12 017				1 847 263		1 847 263
(Gain) perte sur remboursement ou sur cession	13							
Provision pour moins-value / Réduction de valeur	14							
	15	12 017				1 847 263		1 847 263
Financement								
Financement à long terme des activités de fonctionnement	16	2 375 281				532 873		532 873
Remboursement de la dette à long terme	17	(20 954 263 )	(	18 448 330 )	(	19 180 370 )	(	227 560)
	18	(18 578 982)	(	(18 448 330)	(	(18 647 497)	(	(227 560)
								(18 875 057)
Affectations								
Activités d'investissement	19	(548 599 )	(		(	2 783 892 )	(	2 783 892)
Excédent (déficit) accumulé								
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	20	(477)				49 838		49 838
Excédent de fonctionnement affecté	21	2 708 903		1 966 500		1 421 072		1 421 072
Réserves financières et fonds réservés	22	(4 946 274)		(760 000)		324 308		324 308
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	23	(242 900)		(242 900)		(113 270)		(113 270)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	24							
	25	(3 029 347)		963 600		(1 101 944)		(1 101 944)
	26	3 912 337		10 853 030		8 543 175	121 163	8 664 338
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	27	1 936 980				5 366 537	228 956	5 595 493

¹ Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
EXCÉDENT (DÉFICIT) D'INVESTISSEMENT À DES FINS FISCALES PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

	Réalizations 2014		Budget 2015		Réalizations 2015		Total consolidé ¹
	Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés	Administration municipale	Organismes contrôlés	
Revenus d'investissement	1	10 286 013	14 046 000		3 863 282		3 863 282
CONCILIATION À DES FINS FISCALES							
<i>Ajouter (déduire)</i>							
Immobilisations							
Acquisition							
Administration générale	2	(422 200)	(572 500)		(394 522)		(394 522)
Sécurité publique	3	(2 373 467)	(2 609 900)		(935 192)		(935 192)
Transport	4	(7 084 070)	(13 279 000)		(5 174 817)		(5 174 817)
Hygiène du milieu	5	(9 070 817)	(11 799 200)		(5 731 727)		(5 731 727)
Santé et bien-être	6	()	()		()		()
Aménagement, urbanisme et développement	7	(209 551)	(84 100)		(467 508)		(467 508)
Loisirs et culture	8	(7 285 200)	(6 402 300)		(9 018 319)	(125 438)	(9 143 757)
Réseau d'électricité	9	()	()		()	()	()
	10	(26 445 305)	(34 747 000)		(21 722 085)	(125 438)	(21 847 523)
Propriétés destinées à la revente							
Acquisition	11	(2 625 738)	()		(305 800)	()	(305 800)
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales							
Émission ou acquisition	12	(260 696)	()		(1 011 569)	()	(1 011 569)
Financement							
Financement à long terme des activités d'investissement	13	10 997 099	17 026 000		20 975 282	44 365	21 019 647
Affectations							
Activités de fonctionnement	14	548 599			2 783 892		2 783 892
Excédent accumulé							
Excédent de fonctionnement non affecté	15					81 073	81 073
Excédent de fonctionnement affecté	16	4 440 079			2 461 366		2 461 366
Réserves financières et fonds réservés	17	1 336 050	3 675 000		2 479 535		2 479 535
	18	6 324 728	3 675 000		7 724 793	81 073	7 805 866
	19	(12 009 912)	(14 046 000)		5 660 621		5 660 621
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales	20	(1 723 899)			9 523 903		9 523 903

1. Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
VARIATION DES ACTIFS FINANCIERS NETS (DE LA DETTE NETTE) PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

		Réalizations 2014		Budget 2015		Réalizations 2015		Total consolidé ¹
		Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés			
Excédent (déficit) de l'exercice	1	8 310 656	3 192 970	686 644	107 793	794 437		
Variation des immobilisations								
Acquisition	2	(26 445 305)	(34 747 000)	(21 722 085)	(125 438)	(21 847 523)		
Produit de cession	3	146 355		482 652	289 271	771 923		
Amortissement	4	24 026 212	28 337 760	24 828 124	77 951	24 906 075		
(Gain) perte sur cession	5	225 222		492 102	(18 499)	473 603		
Réduction de valeur / Reclassement	6	148 722		372 801		372 801		
	7	(1 898 794)	(6 409 240)	4 453 594	223 285	4 676 879		
Variation des propriétés destinées à la revente	8	(1 663 600)		(36 126)		(36 126)		
Variation des stocks de fournitures	9	29 250		9 714		9 714		
Variation des autres actifs non financiers	10	11 977		180 966	10 409	191 375		
	11	(1 622 373)		154 554	10 409	164 963		
	12	4 789 489	(3 216 270)	5 294 792	341 487	5 636 279		
Gains (pertes) de réévaluation nets	13							
Variation des actifs financiers nets ou de la dette nette	14	4 789 489	(3 216 270)	5 294 792	341 487	5 636 279		
Actifs financiers nets (dette nette) au début de l'exercice	15	(254 914 931)		(250 125 442)	440 319	(249 685 123)		
Redressement aux exercices antérieurs (note 20) / Reclassement de propriétés destinées à la revente	16							
Actifs financiers nets redressés (dette nette redressée) au début de l'exercice	17	(254 914 931)		(250 125 442)	440 319	(249 685 123)		
Actifs financiers nets (dette nette) à la fin de l'exercice	18	(250 125 442)		(244 830 650)	781 806	(244 048 844)		

1. Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
SITUATION FINANCIÈRE PAR ORGANISMES
AU 31 DÉCEMBRE 2015

		<u>2014</u>		<u>2015</u>	
		Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés	Total consolidé ¹
ACTIFS FINANCIERS					
Encaisse	1	32 167 783	37 204 060	784 717	37 988 777
Placements temporaires	2			147 197	147 197
Débiteurs (note 5)	3	43 816 975	42 088 537	188 362	42 249 514
Prêts (note 6)	4	835 694			
Placements de portefeuille (note 7)	5				
Participations dans des entreprises municipales	6				
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	7				
Autres actifs financiers (note 9)	8	55 000	55 000		55 000
	9	76 875 452	79 347 597	1 120 276	80 440 488
PASSIFS					
Découvert bancaire	10				
Emprunts temporaires (note 10)	11	16 030 000	7 836 010		7 836 010
Créditeurs et charges à payer (note 11)	12	23 674 262	22 570 289	221 469	22 764 373
Revenus reportés (note 12)	13	258 918	405 349	78 339	483 688
Dette à long terme (note 13)	14	282 449 214	288 837 899	38 662	288 876 561
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	15	4 588 500	4 528 700		4 528 700
	16	327 000 894	324 178 247	338 470	324 489 332
ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE) (note 14)	17	(250 125 442)	(244 830 650)	781 806	(244 048 844)
ACTIFS NON FINANCIERS					
Immobilisations (note 15)	18	500 378 964	495 925 370	409 358	496 334 728
Propriétés destinées à la revente (note 16)	19	3 934 799	3 970 925		3 970 925
Stocks de fournitures	20	679 446	669 732		669 732
Autres actifs non financiers (note 17)	21	464 859	283 893	12 620	296 513
	22	505 458 068	500 849 920	421 978	501 271 898
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ					
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	23	6 955 058	5 589 656	715 098	6 304 754
Excédent de fonctionnement affecté	24	11 268 830	13 675 277	117 990	13 793 267
Réserves financières et fonds réservés	25	11 187 461	8 787 675		8 787 675
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	26	(12 258 631)	(11 408 056)		(11 408 056)
Financement des investissements en cours	27	(5 699 219)	3 420 627		3 420 627
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	28	243 879 127	235 954 091	370 696	236 324 787
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	29				
	30	255 332 626	256 019 270	1 203 784	257 223 054

1. Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

**INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
FLUX DE TRÉSORERIE PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

	Réalizations 2014		Réalizations 2015		
		Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés	Total consolidé ¹
Activités de fonctionnement					
Excédent (déficit) de l'exercice	1	8 310 656	686 644	107 793	794 437
Éléments sans effet sur la trésorerie					
Amortissement	2	24 026 212	24 828 124	77 951	24 906 075
Autres					
- Perte (gain) sur cession	3	225 222	492 102	(18 499)	473 603
- Réduction valeur/Reclassement	4	148 722	372 801		372 801
	5	32 710 812	26 379 671	167 245	26 546 916
Variation nette des éléments hors caisse					
Débiteurs	6	(3 568 027)	1 728 438	20 991	1 688 937
Autres actifs financiers	7	191 582			
Créditeurs et charges à payer	8	(7 653 515)	(1 103 973)	(192 103)	(1 235 584)
Revenus reportés	9	(1 536 653)	146 431	607	147 038
Actif / passif au titre des avantages sociaux futurs	10	311 800	(59 800)		(59 800)
Propriétés destinées à la revente	11	(1 663 600)	(36 126)		(36 126)
Stocks de fournitures	12	29 250	9 714		9 714
Autres actifs non financiers	13	11 977	180 966	10 409	191 375
	14	18 833 626	27 245 321	7 149	27 252 470
Activités d'investissement en immobilisations					
Acquisition	15 (	26 445 305 ) (	21 722 085 ) (	125 438 ) (	21 847 523)
Produit de cession	16	146 355	482 652	289 271	771 923
	17	(26 298 950)	(21 239 433)	163 833	(21 075 600)
Activités de placement					
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales					
Émission ou acquisition	18 (	260 696 ) (	1 011 569 ) (	) (	1 011 569)
Remboursement ou cession	19	12 017	1 847 263		1 847 263
Autres placements de portefeuille					
Acquisition	20 () () () ()
Cession	21				
Variation nette des placements temporaires	22				
	23	(248 679)	835 694		835 694
Activités de financement (note 23)					
Émission de dettes à long terme	24	15 712 990	27 525 805	44 365	27 570 170
Remboursement de la dette à long terme	25 (	22 632 977 ) (	21 244 964 ) (	227 560 ) (	21 472 524)
Variation nette des emprunts temporaires	26	3 768 490	(8 193 990)		(8 193 990)
Variation nette des frais reportés liés à la dette à long terme	27	282 046	107 844		107 844
Autres					
-	28				
-	29				
	30	(2 869 451)	(1 805 305)	(183 195)	(1 988 500)
Augmentation (diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	31	(10 583 454)	5 036 277	(12 213)	5 024 064
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) au début de l'exercice	32	42 751 237	32 167 783	944 127	33 111 910
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice (note 23)	33	32 167 783	37 204 060	931 914	38 135 974

1. Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

**INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
CHARGES PAR OBJETS PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

		<u>Réalisations 2014</u>	<u>Budget 2015</u>	<u>Réalisations 2015</u>	<u>Total</u>	
		<u>Administration</u>	<u>Administration</u>	<u>Administration</u>	<u>Organismes</u>	
		<u>municipale</u>	<u>municipale</u>	<u>municipale</u>	<u>contrôlés</u>	
					<u>Total</u>	
					<u>consolidé¹</u>	
Rémunération	1	41 177 057	43 399 840	42 551 025	697 289	43 248 314
Charges sociales	2	8 329 583	10 109 850	10 143 966	110 656	10 254 622
Biens et services	3	29 519 582	27 591 890	29 008 959	2 479 756	30 692 312
Frais de financement						
Intérêts et autres frais sur la dette à long terme à la charge						
De l'organisme municipal	4	10 350 226	13 507 360	9 700 379	9 255	9 709 634
D'autres organismes municipaux	5	26 935	27 120	19 580		19 580
Du gouvernement du Québec et ses entreprises	6	415 116	355 090	377 847		377 847
D'autres tiers	7					
Autres frais de financement	8	587 996	599 230	513 839		513 839
Contributions à des organismes						
Organismes municipaux						
Quotes-parts	9	11 448 746	11 481 200	13 205 832		13 205 832
Autres	10	16 985	8 260	16 310		16 310
Autres organismes	11	3 118 672	4 216 580	3 281 671		1 599 205
Amortissement des immobilisations	12	24 026 212	28 337 760	24 828 124	77 951	24 906 075
Autres						
- Créances douteuses	13	466 401	180 000	92 389		92 389
- Réclam.dommmages/intérêts	14	(305 061)	110 000	437 996		437 996
- Subvention et autres	15	804 398	674 200	637 976		637 976
	16	129 982 848	140 598 380	134 815 893	3 374 907	135 711 931

1. Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

**ÉTAT CONSOLIDÉ DES RÉSULTATS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

		Budget 2015	Réalizations	
			2015	2014
Revenus				
Taxes	1	111 700 690	112 728 969	107 122 938
Compensations tenant lieu de taxes	2	2 441 350	2 405 601	2 906 846
Quotes-parts	3			
Transferts	4	13 702 790	4 737 831	9 713 285
Services rendus	5	5 114 490	5 770 693	5 201 808
Imposition de droits	6	4 117 000	4 392 345	4 311 581
Amendes et pénalités	7	3 942 350	3 983 630	3 834 606
Intérêts	8	1 002 040	1 091 707	1 177 928
Autres revenus	9	2 463 790	1 395 592	4 921 894
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales	10			
	11	144 484 500	136 506 368	139 190 886
Charges				
Administration générale	12	15 407 770	15 674 410	13 648 826
Sécurité publique	13	26 523 600	25 109 747	24 903 563
Transport	14	26 883 220	27 411 301	26 080 078
Hygiène du milieu	15	25 178 770	24 282 883	23 136 825
Santé et bien-être	16	1 221 780	1 204 692	1 200 144
Aménagement, urbanisme et développement	17	3 222 140	2 929 234	3 945 817
Loisirs et culture	18	28 441 560	28 478 764	26 573 719
Réseau d'électricité	19			
Frais de financement	20	14 500 450	10 620 900	11 393 185
	21	141 379 290	135 711 931	130 882 157
Excédent (déficit) de l'exercice	22	3 105 210	794 437	8 308 729
Excédent (déficit) accumulé au début de l'exercice	23		256 428 617	248 119 888
Redressement aux exercices antérieurs (note 20)	24			
Excédent (déficit) accumulé redressé au début de l'exercice	25		256 428 617	248 119 888
Excédent (déficit) accumulé à la fin de l'exercice	26		257 223 054	256 428 617

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

Pour l'excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales, se référer aux renseignements complémentaires à la page S8.

**ÉTAT CONSOLIDÉ DE LA VARIATION DES ACTIFS FINANCIERS NETS (DE LA DETTE NETTE)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

		Budget 2015	Réalizations	
			2015	2014
Excédent (déficit) de l'exercice	1	3 105 210	794 437	8 308 729
Variation des immobilisations				
Acquisition	2 (	34 762 500 ) (	21 847 523 ) (	26 710 731)
Produit de cession	3		771 923	146 355
Amortissement	4	28 404 690	24 906 075	24 079 593
(Gain) perte sur cession	5		473 603	225 222
Réduction de valeur / Reclassement	6		372 801	148 722
	7	(6 357 810)	4 676 879	(2 110 839)
Variation des propriétés destinées à la revente	8		(36 126)	(1 663 600)
Variation des stocks de fournitures	9		9 714	29 250
Variation des autres actifs non financiers	10		191 375	13 909
	11		164 963	(1 620 441)
	12	(3 252 600)	5 636 279	4 577 449
Gains (pertes) de réévaluation nets	13			
Variation des actifs financiers nets ou de la dette nette	14	(3 252 600)	5 636 279	4 577 449
Actifs financiers nets (dette nette) au début de l'exercice	15		(249 685 123)	(254 262 572)
Redressement aux exercices antérieurs (note 20) / Reclassement de propriétés destinées à la revente	16			
Actifs financiers nets redressés (dette nette redressée) au début de l'exercice	17		(249 685 123)	(254 262 572)
Actifs financiers nets (dette nette) à la fin de l'exercice	18		(244 048 844)	(249 685 123)

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

**ÉTAT CONSOLIDÉ DE LA SITUATION FINANCIÈRE
AU 31 DÉCEMBRE 2015**

		2015	2014
ACTIFS FINANCIERS			
Encaisse	1	37 988 777	32 955 276
Placements temporaires	2	147 197	156 634
Débiteurs (note 5)	3	42 249 514	43 938 451
Prêts (note 6)	4		835 694
Placements de portefeuille (note 7)	5		
Participations dans des entreprises municipales	6		
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	7		
Autres actifs financiers (note 9)	8	55 000	55 000
	9	80 440 488	77 941 055
PASSIFS			
Découvert bancaire	10		
Emprunts temporaires (note 10)	11	7 836 010	16 030 000
Créditeurs et charges à payer (note 11)	12	22 764 373	23 999 957
Revenus reportés (note 12)	13	483 688	336 650
Dette à long terme (note 13)	14	288 876 561	282 671 071
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	15	4 528 700	4 588 500
	16	324 489 332	327 626 178
ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE) (note 14)	17	(244 048 844)	(249 685 123)
ACTIFS NON FINANCIERS			
Immobilisations (note 15)	18	496 334 728	501 011 607
Propriétés destinées à la revente (note 16)	19	3 970 925	3 934 799
Stocks de fournitures	20	669 732	679 446
Autres actifs non financiers (note 17)	21	296 513	487 888
	22	501 271 898	506 113 740
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ	23	257 223 054	256 428 617

Obligations contractuelles (note 18)

Éventualités (note 19)

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

**ÉTAT CONSOLIDÉ DES FLUX DE TRÉSORERIE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

		2015	2014
Activités de fonctionnement			
Excédent (déficit) de l'exercice	1	794 437	8 308 729
Éléments sans effet sur la trésorerie			
Amortissement	2	24 906 075	24 079 593
Autres			
- Perte sur cession	3	473 603	225 222
- Réduction valeur/Reclassement	4	372 801	148 722
	5	26 546 916	32 762 266
Variation nette des éléments hors caisse			
Débiteurs	6	1 688 937	(3 538 453)
Autres actifs financiers	7		191 582
Créditeurs et charges à payer	8	(1 235 584)	(7 467 076)
Revenus reportés	9	147 038	(1 524 008)
Actif / passif au titre des avantages sociaux futurs	10	(59 800)	311 800
Propriétés destinées à la revente	11	(36 126)	(1 663 600)
Stocks de fournitures	12	9 714	29 250
Autres actifs non financiers	13	191 375	13 909
	14	27 252 470	19 115 670
Activités d'investissement en immobilisations			
Acquisition	15	(21 847 523)	(26 710 731)
Produit de cession	16	771 923	146 355
	17	(21 075 600)	(26 564 376)
Activités de placement			
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales			
Émission ou acquisition	18	(1 011 569)	(260 696)
Remboursement ou cession	19	1 847 263	12 017
Autres placements de portefeuille			
Acquisition	20	() ()	()
Cession	21		
Variation nette des placements temporaires	22		
	23	835 694	(248 679)
Activités de financement (note 23)			
Émission de dettes à long terme	24	27 570 170	15 712 990
Remboursement de la dette à long terme	25	(21 472 524)	(22 649 802)
Variation nette des emprunts temporaires	26	(8 193 990)	3 768 490
Variation nette des frais reportés liés à la dette à long terme	27	107 844	282 046
Autres			
-	28		
-	29		
	30	(1 988 500)	(2 886 276)
Augmentation (diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	31	5 024 064	(10 583 661)
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) au début de l'exercice	32	33 111 910	43 695 571
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice (note 23)	33	38 135 974	33 111 910

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

1. Statut de l'organisme municipal

La Ville de Repentigny est un organisme municipal constitué le 1er juin 2002, en vertu du décret 202-2002 adopté par le gouvernement du Québec. La Ville est issue du regroupement des Villes de Repentigny et de Le Gardeur.

2. Principales méthodes comptables

Les états financiers consolidés ont été établis selon les normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Ils contiennent certaines informations financières établies à des fins fiscales conformément au *Manuel de la présentation de l'information financière municipale* publié par le ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire. Celles-ci comprennent l'excédent de l'exercice à des fins fiscales *par organismes* présenté aux pages S8 et S9, la ventilation de l'excédent accumulé consolidé à des fins fiscales présentée aux pages S23-1 et S23-2 et l'endettement total net à long terme *consolidé* présenté à la page S25.

Dans les informations sectorielles et les notes et renseignements complémentaires, l'expression « administration municipale » réfère à la Ville de Repentigny excluant les organismes qu'elle contrôle.

Les principales méthodes comptables sont les suivantes :

A) Périmètre comptable et partenariat

Les états financiers consolidés présentent les actifs financiers, les passifs, les actifs non financiers, les revenus et les charges de Ville de Repentigny, ainsi que ceux des organismes contrôlés faisant partie de son périmètre comptable, consolidés ligne par ligne. Les transactions interorganismes et les soldes réciproques sont éliminés.

Le périmètre comptable de la Ville de Repentigny comprend les organismes suivants :

- Centre Communautaire Laurent-Venne Inc.
- Excellence Repentigny
- Festival Feu et Glace
- La fête au petit village
- Les Internationaux de tennis junior du Canada Inc.
- Rendez-vous estival de Le Gardeur Inc.
- Société de gestion du complexe sportif de Repentigny Inc.
- Société de gestion et de développement culturels de Repentigny Inc.
- Société de développement récréotouristique de Repentigny
- Société d'aménagement de l'île Lebel

B) Comptabilité d'exercice

La comptabilisation des transactions, aux livres de la Ville et des organismes contrôlés, s'effectue selon la méthode de la comptabilité d'exercice. En vertu de cette méthode, les éléments présentés à titre d'actifs financiers, de passifs, d'actifs non financiers, de revenus et de charges sont constatés au cours de l'exercice où ont lieu les faits et les transactions.

Les revenus sont comptabilisés de façon brute en tenant compte des critères de constatation suivants :

- Les revenus de taxes et de compensations tenant lieu de taxes sont constatés lors du dépôt des rôles de perception;
- Les revenus de services rendus sont constatés lorsque le service est rendu et qu'il donne lieu à une créance;

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

- Les droits de mutation immobilière sont constatés à la date du transfert par l'officier de publicité des droits;
- Les amendes se rapportant à l'année visée sont constatées lors de l'émission des constats d'infraction;
- Les revenus des projets et autres revenus sont constatés lorsque tous les risques et avantages inhérents à la propriété ont été transférés aux clients et ceux des services lorsqu'ils sont rendus.

C) Actifs financiers

Les actifs financiers sont les ressources économiques sur lesquelles la Ville exerce un contrôle par suite d'opérations ou d'événements passés, et dont il est prévu qu'elles lui procureront des avantages économiques futurs.

Les actifs financiers sont constitués des éléments d'actifs qui peuvent être consacrés à rembourser les dettes existantes ou à financer les activités futures et qui ne sont pas destinés à la consommation dans le cours normal des activités.

Les actifs financiers de la Ville et des organismes contrôlés sont l'encaisse, les placements temporaires, les débiteurs, les prêts et les propriétés destinées à la revente dont la vente probable est dans l'exercice subséquent.

Trésorerie et équivalents de trésorerie

La politique de la ville consiste à présenter, dans la trésorerie et équivalents de trésorerie, les soldes bancaires incluant les découverts bancaires et les placements temporaires dont les soldes fluctuent entre le découvert et le montant disponible ainsi que la marge de crédit servant à combler les déficits de caisse.

Prêts

Les prêts sont présentés au coût. Les prêts assortis de conditions avantageuses sont présentés à leur valeur nominale actualisée pour tenir compte de la valeur de l'élément subvention. L'écart d'actualisation est amorti sur la durée des prêts selon la méthode de l'intérêt réel.

Placements temporaires

Les placements temporaires sont comptabilisés au moindre du coût et de leur juste valeur.

D) Passifs

Les passifs sont des obligations envers des tiers, qui résultent d'opérations ou d'événements passés et dont le règlement prévu donnera lieu à une sortie future de ressources représentatives d'avantages économiques.

E) Actifs non financiers

Les immobilisations et certains actifs sont comptabilisés à titre d'actifs non financiers, car ils peuvent servir à fournir des services dans les exercices ultérieurs.

Les éléments incorporels ne sont pas constatés comme actifs dans les états financiers.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

Propriétés destinées à la revente

Les propriétés destinées à la revente sont comptabilisées au moindre du coût et de la valeur de réalisation nette. La portion de ces propriétés destinées à être vendues au cours de l'exercice subséquent est présentée dans les actifs financiers.

Stocks

Ce poste comprend les matériaux, les accessoires, les produits pétroliers et les fournitures achetées en vue de rendre des services. Ces items sont comptabilisés comme charges au fur et à mesure de leur utilisation. Les stocks sont évalués au moindre du coût et de la valeur de remplacement. Le coût étant déterminé selon la méthode du coût moyen. Les stocks désuets sont radiés des livres.

Immobilisations

Les immobilisations sont comptabilisées au coût et sont amorties en fonction de leur durée de vie utile estimative, selon la méthode de l'amortissement linéaire sur les durées suivantes:

<u>Catégories</u>	<u>Durées</u>
Infrastructures	15 à 40 ans
Bâtiments	40 ans
Améliorations locatives	15 ans
Véhicules	5 à 20 ans
Ameublement et équipement de bureau	5 à 10 ans
Machinerie, outillage et équipement	5 à 20 ans
Autres	1 an

Les immobilisations en cours de réalisation ne sont amorties qu'à compter du moment de leur mise en service.

Les immobilisations reçues sous forme d'apport sont comptabilisées selon une estimation de la juste valeur de l'immobilisation acquise. La juste valeur des terrains et infrastructures servant d'assises de rues reçus sous forme d'apports, est comptabilisée au coût des travaux du cédant.

F) Revenus de transfert

Les revenus de transfert sont constatés aux revenus dans l'exercice au cours duquel surviennent les faits qui donnent lieu aux transferts, dans la mesure où ils ont été autorisés, les critères d'admissibilité ont été satisfaits et une estimation raisonnable des montants est possible, sauf lorsque les stipulations de l'accord créent une obligation répondant à la définition d'un passif. La Ville comptabilise alors un revenu reporté.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

G) Avantages sociaux futurs

Régimes de retraite à cotisations déterminées

La charge correspond aux cotisations versées par l'employeur.

Un passif est constaté dans les créditeurs et frais courus pour des cotisations dues non versées à la fin de l'exercice, de même que pour des cotisations à être versées dans les exercices subséquents relativement à des services déjà rendus.

Le régime de retraite des élus municipaux auquel participe la municipalité est comptabilisé comme un régime de retraite à cotisations déterminées.

Les Régimes enregistrés d'épargne-retraite (REER) offerts par la municipalité sont comptabilisés comme un régime de retraite à cotisations déterminées.

Régimes de retraite à prestations déterminées

La charge est établie selon la comptabilité d'exercice intégrale de manière à attribuer le coût des prestations constituées aux exercices au cours desquels les services correspondants sont rendus par les salariés participants. Se rajoutent, à titre de frais de financement, les intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées moins le rendement espéré des actifs du régime.

Un passif au titre des avantages sociaux futurs est présenté à l'état de la situation financière pour refléter l'écart à la fin de l'exercice entre la valeur des obligations au titre des prestations constituées et la valeur des actifs du régime, net des gains et pertes actuariels non amortis.

Les obligations au titre des prestations constituées sont calculées de façon actuarielle selon la méthode de répartition des prestations au prorata des services avec projection des salaires futurs, à partir du taux d'actualisation fixé, des hypothèses les plus probables de la municipalité en matière d'évolution des salaires, de roulement du personnel, d'âge de départ à la retraite des participants, d'évolution des coûts futurs et d'autres facteurs actuariels.

Aux fins du calcul de la valeur des actifs et du rendement espéré des actifs, ceux-ci sont évalués en date du 31 décembre 2015 selon la méthode de la valeur liée au marché quatre ans.

Les gains et les pertes actuariels sont amortis sur la durée moyenne estimative du reste de la carrière active (DMERCA) des salariés participants. L'amortissement débute dans l'exercice subséquent à celui de la constatation du gain ou de la perte.

Le coût des services passés découlant d'une modification de régime est passé immédiatement comme charge. Il fait l'objet en contrepartie d'un montant aux dépenses constatées à taxer ou à pourvoir aux fins de taxation.

L'excédent de la charge de l'exercice sur le décaissement requis dans le cas des régimes non capitalisés fait l'objet en contrepartie d'un montant aux dépenses constatées à taxer ou à pourvoir aux fins de taxation.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

H) Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir

Les dépenses constatées à taxer ou à pourvoir représentent le montant des charges, de l'exercice courant et des exercices antérieurs qui font l'objet de taxation différée.

Ce montant est créé, suite à un choix exercé par la Ville, aux fins suivantes et amorti selon les durées indiquées ci-dessous par affectation aux activités de fonctionnement à des fins fiscales.

- Mesures transitoires relatives au passage à la comptabilité d'exercice au 1er janvier 2000 :
 - pour les intérêts sur la dette à long terme (nets des montants des débiteurs affectés au remboursement de cette dette) : sur la durée restante des dettes correspondantes.
- Avantages sociaux futurs :
 - pour le passif constaté initialement au 1er janvier 2007 : dans le cas des régimes capitalisés, sur la durée moyenne estimative du reste de la carrière active (DMERCA) des salariés participants.
- Financement à long terme des activités de fonctionnement :
 - pour la dette à long terme en question : au fur et à mesure du remboursement en capital de cette dette.

I) Instruments financiers

S.O.

J) Autres éléments

Utilisation d'estimations

La préparation des états financiers consolidés, conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public, exige que la direction ait recours à des hypothèses et procède à des estimations qui ont une incidence sur les montants présentés aux titres des revenus, des charges, des actifs financiers, des passifs, des actifs non financiers, des engagements et des éventualités. Les résultats réels peuvent différer de ces estimations.

Les principales estimations comprennent : la provision pour créances douteuses, la valeur de réalisation nette des propriétés destinées à la revente, la durée de vie estimative des immobilisations, les provisions à l'égard des salaires et avantages sociaux, des contestations d'évaluation et des diverses réclamations et les hypothèses actuarielles liées à l'établissement des charges et des obligations au titre des avantages sociaux futurs.

Affectations

Les affectations représentent des provenances et des utilisations de fonds impliquant les comptes de l'excédent accumulé. Les affectations ne constituent ni des revenus ni des charges de fonctionnement.

Provision pour contestations d'évaluation

La provision pour contestations d'évaluation représente une estimation des remboursements, comprenant le capital et les intérêts, pouvant résulter de jugements relatifs à des contestations d'évaluation foncière et à des contestations de codification prévues en vertu de la Loi sur la fiscalité municipale.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

Dépenses reportées

Les frais d'escompte et d'émission des emprunts à long terme sont amortis sur la durée des emprunts. Les autres dépenses reportées sont amorties sur la période en lien avec l'obligation.

Excédent de fonctionnement affecté

L'excédent de fonctionnement affecté correspond à la partie de l'excédent accumulé dont l'utilisation est réservée par la loi, par décrets ou par résolutions adoptées par le conseil municipal.

3. Modification de méthodes comptables

S.O.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

		2015	2014
4. Encaisse et placements affectés			
Montants affectés compris dans les actifs financiers suivants :			
Encaisse	1	311 265	
Placements temporaires	2		
Placements de portefeuille	3		
Note			
Le montant affecté représente une avance versée en vertu d'un protocole d'entente, pour des travaux majeurs d'entretien, à une société opérant le Centre récréatif de Repentigny.			
5. Débiteurs			
Taxes municipales	4	8 364 157	7 998 468
Taxes-certificats de vente pour défaut de paiement des taxes	5		
Gouvernement du Québec et ses entreprises	6	24 559 227	25 674 574
Gouvernement du Canada et ses entreprises	7	2 104 245	2 851 995
Organismes municipaux	8	3 960 816	3 500 061
Autres			
- Constats et droits de mutation	9	2 656 589	3 336 474
- Divers	10	604 480	576 879
	11	42 249 514	43 938 451
Montants des débiteurs affectés au remboursement de la dette à long terme			
Gouvernement du Québec et ses entreprises	12	14 953 607	12 799 374
Organismes municipaux	13	591 821	640 310
Autres tiers	14		
	15	15 545 428	13 439 684
Provision pour créances douteuses déduite des débiteurs	16	1 490 446	1 423 045
Note			
6. Prêts			
Prêts à un office d'habitation	17		
Prêts à un fonds d'investissement	18		
Autres			
- Prêt à une coopérative	19		593 543
- Avance-travaux majeurs	20		242 151
	21		835 694
Note			
L'échéance du prêt, sans intérêt, à une coopérative destinée au logement social était en 2015. Le prêt était garanti par une hypothèque de 2e rang. Le montant de 242 151 \$ représente une avance versée en vertu d'un protocole d'entente, pour des travaux majeurs d'entretien, à une société opérant le Centre récréatif de Repentigny. Ce montant a été reclassé à l'encaisse et placements affectés.			

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

	2015	2014
7. Placements de portefeuille		
Placements à titre d'investissement	22	
Autres placements	23	
	24	
Note		

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

		2015	2014
8. Avantages sociaux futurs			
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs			
Actif (passif) des régimes à prestations déterminées capitalisés	25	(4 477 500)	(4 535 900)
Passif des régimes à prestations déterminées non capitalisés	26	(51 200)	(52 600)
	27	<u>(4 528 700)</u>	<u>(4 588 500)</u>
Charge de l'exercice			
Régimes à prestations déterminées capitalisés	28	3 593 500	3 921 000
Régimes à prestations déterminées non capitalisés	29	2 400	2 600
Régimes à cotisations déterminées	30		
Autres régimes (REER et autres)	31	252 736	260 543
Régimes de retraite des élus municipaux	32	113 506	111 476
	33	<u>3 962 142</u>	<u>4 295 619</u>

Se référer à la section «Autres renseignements complémentaires» pour plus de détails.

Note

9. Autres actifs financiers			
Propriétés destinées à la revente (note 16)	34	55 000	55 000
Autres	35		
	36	<u>55 000</u>	<u>55 000</u>

Note**10. Emprunts temporaires**

En vertu du paragraphe 2 de l'article 567 de la Loi sur les cités et villes, la Ville a contracté des emprunts temporaires pour le paiement de dépenses des règlements d'emprunt, en attendant la réalisation du financement permanent.

Le montant d'emprunt autorisé est de 75 042 489 \$ au 31 décembre 2015. Le montant utilisé à cette même date est de 7 836 010 \$ (16 030 000 \$ au 31 décembre 2014) et porte intérêt au taux préférentiel.

11. Crédoiteurs et charges à payer

Fournisseurs	37	3 153 802	3 346 862
Salaires et avantages sociaux	38	7 697 936	6 003 326
Dépôts et retenues de garantie	39	2 248 663	3 238 634
Provision pour contestations d'évaluation	40	22 407	31 076
Activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	41		
Frais d'assainissement des sites contaminés	42		
Autres			
- Gvt du Québec et ses entr.	43	940 145	685 289
- Gvt du Canada et ses entr.	44	39 516	29 959
- Organismes municipaux	45	650 869	754 339
- Intérêts courus sur dette L.T.	46	2 237 111	2 355 350
- Autres courus et passifs	47	5 773 924	7 555 122
	48	<u>22 764 373</u>	<u>23 999 957</u>

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**12. Revenus reportés**

Taxes perçues d'avance	49	58 811	86 470
Transferts	50		
Autres			
- Inscriptions loisirs	51	203 336	191 562
- Subventions, location, autres	52	221 541	58 618
	53	483 688	336 650

Note

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

	2015					2014	
13. Dette à long terme	Taux d'intérêt		Échéance				
	de	à	de	à			
Obligations et billets en monnaie canadienne	1,20	4,90	2016	2025	54	274 371 000	266 840 000
Obligations et billets en monnaies étrangères					55		
Gains (pertes) de change reportés					56		
					57		
Autres dettes à long terme							
Gouvernement du Québec et ses entreprises	4,70	4,70	2016	2016	58	617 623	756 288
Organismes municipaux					59		
Obligations découlant de contrats de location-acquisition	5,50	5,95	2031	2032	60	11 184 579	11 593 465
Autres	2,52	6,99	2018	2024	61	4 268 700	5 154 503
					62	290 441 902	284 344 256
Frais reportés liés à la dette à long terme					63	(1 565 341)	(1 673 185)
					64	288 876 561	282 671 071

Les versements estimatifs sur la dette à long terme pour les prochains exercices sont les suivants :

	Obligations et billets		Autres dettes à long terme		Total 2015				
	Avec fonds d'amortissement	Sans fonds d'amortissement	Location-acquisition	Autres					
2016	65	73	19 577 000	81	1 064 423	90	1 336 753	98	21 978 176
2017	66	74	19 553 000	82	1 064 423	91	727 275	99	21 344 698
2018	67	75	19 322 000	83	1 064 423	92	735 647	100	21 122 070
2019	68	76	19 330 000	84	1 064 424	93	329 510	101	20 723 934
2020	69	77	19 889 000	85	1 064 424	94	330 283	102	21 283 707
2021 et +	70	78	176 700 000	86	11 887 593	95	1 426 855	103	190 014 448
	71	79	274 371 000	87	17 209 710	96	4 886 323	104	296 467 033
Intérêts et frais accessoires				88	(6 025 131)			105	(6 025 131)
	72	80	274 371 000	89	11 184 579	97	4 886 323	106	290 441 902

Note

L'hypothèque immobilière, au montant de 2 985 781 \$ (3 273 637 \$ en 2014) est garantie par deux propriétés d'une valeur comptable nette de 5 734 081 \$ (5 890 802 \$ en 2014).

L'hypothèque immobilière d'un organisme contrôlé a été remboursée en 2015. Le solde au 31 décembre 2014 était de 221 857 \$ et était garanti par une propriété d'une valeur comptable de 257 416 \$.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

	<u>2015</u>	<u>2014</u>
14. Actifs financiers nets (dette nette)		
Revenant à (à la charge de)		
L'organisme municipal	107 (244 830 650)	(250 125 442)
Tiers		
Gouvernement du Québec - revenus futurs découlant d'ententes	108	
Autres	109 781 806	440 319
	110 (244 048 844)	(249 685 123)
Note		

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

15. Immobilisations		Solde au début		Addition		Cession / Ajustement		Solde à la fin
COÛT								
Infrastructures								
Eau potable	111	126 855 003	139	2 511 124	166	1 654 560	193	127 711 567
Eaux usées	112	231 421 241	140	2 342 135	167		194	233 763 376
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	113	213 329 683	141	4 039 906	168	731 638	195	216 637 951
Autres	114	88 029 030	142	5 502 247	169	654 115	196	92 877 162
Réseau d'électricité	115		143		170		197	
Bâtiments	116	72 216 898	144	5 722 744	171	94 850	198	77 844 792
Améliorations locatives	117	110 251	145	27 715	172	327	199	137 639
Véhicules	118	16 856 127	146	1 311 763	173	1 135 274	200	17 032 616
Ameublement et équipement de bureau	119	11 371 801	147	1 294 710	174	1 374 472	201	11 292 039
Machinerie, outillage et équipement divers	120	7 468 451	148	580 504	175	306 191	202	7 742 764
Terrains	121	26 713 621	149	405 857	176	(138 977)	203	27 258 455
Autres	122	13 977	150		177		204	13 977
	123	<u>794 386 083</u>	151	<u>23 738 705</u>	178	<u>5 812 450</u>	205	<u>812 312 338</u>
Immobilisations en cours	124	2 545 905	152	(1 891 182)	179		206	654 723
	125	<u>796 931 988</u>	153	<u>21 847 523</u>	180	<u>5 812 450</u>	207	<u>812 967 061</u>
AMORTISSEMENT CUMULÉ								
Infrastructures								
Eau potable	126	40 610 346	154	3 157 509	181	1 211 274	208	42 556 581
Eaux usées	127	88 083 146	155	5 753 127	182		209	93 836 273
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	128	87 667 368	156	7 246 516	183	111 619	210	94 802 265
Autres	129	35 694 202	157	3 932 273	184	227 419	211	39 399 056
Réseau d'électricité	130		158		185		212	
Bâtiments	131	23 457 938	159	2 093 086	186	13 131	213	25 537 893
Améliorations locatives	132	124	160	10 210	187		214	10 334
Véhicules	133	8 826 064	161	966 254	188	992 993	215	8 799 325
Ameublement et équipement de bureau	134	6 535 786	162	1 204 486	189	1 356 723	216	6 383 549
Machinerie, outillage et équipement divers	135	5 031 430	163	542 614	190	280 964	217	5 293 080
Autres	136	13 977	164		191		218	13 977
	137	<u>295 920 381</u>	165	<u>24 906 075</u>	192	<u>4 194 123</u>	219	<u>316 632 333</u>
VALEUR COMPTABLE NETTE	138	<u>501 011 607</u>					220	<u>496 334 728</u>
Biens loués en vertu de contrats de location-acquisition inclus dans les immobilisations								
Coût	221	14 782 079	224		226		228	14 782 079
Amortissement cumulé	222	(2 656 068)	225	(346 572)	227	()	229	(3 002 640)
Valeur comptable nette	223	<u>12 126 011</u>					230	<u>11 779 439</u>

Note

La valeur comptable nette des immobilisations corporelles qui ont été mises hors service

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

en 2015 s'établit à 500 220 \$ (23 432 \$ en 2014).

Le montant des infrastructures et des terrains reçus sous forme d'apports et constaté dans l'exercice financier 2015 est de 2 774 \$ (1 385 000 \$ en 2014).

Les œuvres d'art détenues par la Ville de Repentigny sont des sculptures et des peintures. De plus, la Ville possède un moulin considéré comme trésor historique.

Le montant des intérêts capitalisés dans l'exercice financier 2015 est de 298 105 \$ (348 999 \$ en 2014).

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

		2015	2014
16. Propriétés destinées à la revente			
Immeubles de la réserve foncière	231	1 274 089	1 237 963
Immeubles industriels municipaux	232	299 817	299 817
Autres	233	2 452 019	2 452 019
	234	4 025 925	3 989 799
Présentées à titre d'autres actifs financiers (note 9)	235	55 000	55 000
Présentées à titre d'actifs non financiers sous le poste «Propriétés destinées à la revente»	236	3 970 925	3 934 799

Note**17. Autres actifs non financiers**

Frais payés d'avance	237	225 371	201 382
Frais reportés			
- Rôle triennal d'évaluation	238		138 361
- Autres - avances	239	71 142	148 145
	240	296 513	487 888

Note**18. Obligations contractuelles**

En vertu d'obligations contractuelles, qui concernent principalement des contrats de location de propriétés, de location de machinerie et de divers équipements, de services pour le déneigement et la collecte des ordures, la Ville et ses organismes contrôlés se sont engagés à effectuer des versements pour un montant global de 71 472 288 \$. Pour pourvoir à ces engagements, les paiements minimums exigibles au cours des cinq prochains exercices sont les suivants:

	Administration municipale	Organismes contrôlés	Total consolidé
2016	14 218 285 \$	278 804 \$	14 497 089 \$
2017	5 297 714 \$	121 942 \$	5 419 656 \$
2018	4 876 626 \$	-	4 876 626 \$
2019	4 754 871 \$	-	4 754 871 \$
2020	4 046 388 \$	-	4 046 388 \$
2021 à 2042	37 877 658 \$	-	37 877 658 \$
	71 071 542 \$	400 746 \$	71 472 288 \$

De plus, au 31 décembre 2015, les engagements de la Ville à l'égard des activités d'investissement, se chiffrent à 4 768 131 \$.

19. Éventualités**a) Cautionnement et garantie**

La Ville a obtenu l'autorisation du ministre des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire du Québec de se porter caution de l'organisme Centre à Nous pour un montant maximum de 1 144 537 \$. Ce montant correspond au financement hypothécaire de l'immeuble

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

dont l'organisme est propriétaire et dont le solde s'établit à 721 110 \$ au 31 décembre 2015.

La Ville s'est engagée, conjointement avec le Comité organisateur des Internationaux de tennis junior du Canada à Repentigny, à indemniser Tennis Canada pour toute dépense, tout dommage, toute réclamation, toute poursuite, toute procédure, tout jugement et tous frais découlant directement ou indirectement de la tenue des compétitions et des gestes posés pour ou au nom du Comité ou pour le non-respect des termes de l'entente.

b) Auto-assurance

En matière d'assurance, la Ville couvre les risques par un portefeuille d'assurances générales. La Ville ne pratique pas l'auto-assurance.

c) Poursuites

Des poursuites estimées à 2 214 700 \$ ont été intentées contre Ville de Repentigny. De l'avis de ses conseillers juridiques, il est présentement impossible d'évaluer le dénouement des litiges et les montants, le cas échéant, qu'elle pourrait être appelée à verser. Toutefois, ils sont d'avis, qu'il y aura un impact financier certain. Conséquemment, une provision de 1 647 600 \$ a été imputée aux dépenses de l'exercice terminé le 31 décembre 2015.

d) Autres

S.O.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

20. Redressement aux exercices antérieurs

S.O.

21. Données budgétaires

L'état consolidé des résultats et l'état consolidé de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) comportent une comparaison avec des données budgétaires consolidées. Le budget consolidé est constitué de la combinaison du budget non consolidé adopté par l'administration municipale et des budgets adoptés par les organismes contrôlés, compte tenu de l'élimination des opérations réciproques.

Une comparaison avec le budget non consolidé adopté par la Ville est également présentée dans les informations sectorielles.

22. Instruments financiers

S.O.

		2015		2014
23. Trésorerie et équivalents de trésorerie				
La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont composés de :				
Encaisse	241	37 988 777		32 955 276
Découvert bancaire	242	()	()	()
Placements temporaires	243	147 197		156 634
<i>Ajouter</i>				
-	244			
-	245			
-	246			
-	247			
<i>Déduire</i>				
-	248	()	()	()
-	249	()	()	()
-	250	()	()	()
-	251	()	()	()
-	252	()	()	()
-	253	()	()	()
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice	254	38 135 974		33 111 910

Remboursement de la dette à long terme inscrit dans les flux de trésorerie ayant fait l'objet d'un refinancement au cours de l'exercice

255

Note

Les placements temporaires portent intérêt à des taux variant de 0,65% à 1,00% et viennent à échéance en mars et en mai 2016.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

24. Fonds local d'investissement

	2015	2014
RÉSULTATS		
Revenus		
Revenus sur les placements de portefeuille	256	
Revenus sur les prêts aux entreprises et les placements de portefeuille à titre d'investissement	257	
Autres revenus	258	
	259	
Charges		
Créances douteuses		
Radiation de prêts et de placements de portefeuille	260	
Variation de la provision pour moins-value	261	
	262	
Autres charges	263	
	264	
Excédent (déficit) de l'exercice	265	

SITUATION FINANCIÈRE AU 31 DÉCEMBRE

Actifs		
Encaisse	266	
Placements de portefeuille	267	
Débiteurs	268	
Prêts aux entreprises et placements de portefeuille à titre d'investissement	269	
Provision pour moins-value	270	() ()
	271	
	272	
Passifs		
Créditeurs et charges à payer	273	
Revenus reportés	274	
Dette à long terme	275	
	276	
Solde du Fonds local d'investissement	277	

VENTILATION DE L'ENCAISSE ET DES PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE

Libres	278	
Supportant les engagements de prêts	279	
Supportant les garanties de prêts	280	
	281	

Note sur les prêts aux entreprises et les placements de portefeuille à titre d'investissement, y compris leur radiation s'il y a lieu

Note sur la dette à long terme

Note sur les obligations contractuelles relatives aux engagements de prêts

Note sur les éventualités relatives aux garanties de prêts

Note sur les autres revenus et les autres charges

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

25. Fonds local de solidarité**2015****2014****RÉSULTATS****Revenus**

Revenus sur les placements de portefeuille	282
Revenus sur les prêts aux entreprises	283
Autres revenus	284
	<hr/> 285 <hr/>

Charges

Créances douteuses	
Radiation de prêts	286
Variation de la provision pour moins-value	287
	<hr/> 288 <hr/>
Intérêts sur la dette à long terme	289
Autres charges	290
	<hr/> 291 <hr/>

Excédent (déficit) de l'exercice	<hr/> 292 <hr/>
---	-----------------

SITUATION FINANCIÈRE AU 31 DÉCEMBRE**Actifs**

Encaisse	293		
Placements de portefeuille	294		
Débiteurs	295		
Prêts aux entreprises	296		
Provision pour moins-value	297	() (
	<hr/> 298 <hr/>		
	299		

Passifs

Créditeurs et charges à payer	300
Revenus reportés	301
Dette à long terme	302
	<hr/> 303 <hr/>

Solde du Fonds local de solidarité

Excédent affecté aux prêts aux entreprises	304
Excédent (déficit) non affecté	305
	<hr/> 306 <hr/>

VENTILATION DE L'ENCAISSE ET DES PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE

Libres	307
Supportant les engagements de prêts	308
	<hr/> 309 <hr/>

Note sur les prêts aux entreprises, y compris leur radiation s'il y a lieu

Note sur la dette à long terme

Note sur les obligations contractuelles relatives aux engagements de prêts

Note sur les autres revenus et les autres charges

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

26 Opérations non monétaires

Durant l'exercice 2015, la Ville de Repentigny a procédé aux opérations non monétaires suivantes :

- 1- Cession d'un terrain à la Commission scolaire des Affluents contre le réaménagement et la relocalisation d'une butte de glisse. La comptabilisation de l'opération a été effectuée à la valeur comptable du bien cédé au montant de 342 461 \$.
- 2- Une entente est intervenue entre la Ville et la Commission scolaire des Affluents lui permettant d'utiliser gratuitement un local du Centre d'art et de création Diane-Dufresne jusqu'au 30 juin 2020. L'opération a été évaluée à la juste valeur au montant de 134 100 \$.

27 Financement à long terme des activités de fonctionnement

Le montant de 532 873 \$ représente le financement à long terme réalisé ou autorisé des dépenses de fonctionnement. Les principaux éléments de ce montant sont des frais de financement ou de refinancement et des déplacements de poteaux d'utilités publiques.

28 Passif au titre des sites contaminés

Le 1er janvier 2015, la Ville a adopté les recommandations du nouveau chapitre SP 3260 "Passif au titre des sites contaminés". Ce nouveau chapitre établit des normes sur la façon de comptabiliser et de présenter un passif au titre des sites contaminés.

Un passif au titre des sites contaminés doit être comptabilisé lorsque tous les critères de comptabilisation décrits dans la norme sont respectés.

L'adoption de cette norme n'a eu aucune incidence sur les états financiers consolidés de la Ville.

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ
AU 31 DÉCEMBRE 2015

	2015	2014
Excédent (déficit) accumulé		
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	1 6 304 754	7 572 273
Excédent de fonctionnement affecté	2 13 793 267	11 336 820
Réserves financières et fonds réservés	3 8 787 675	11 187 461
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	4 (11 408 056 ) (	12 258 631)
Financement des investissements en cours	5 3 420 627	(5 699 219)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	6 236 324 787	244 289 913
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	7	8
	257 223 054	256 428 617
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS		
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté		
Administration municipale	9 5 589 656	6 955 058
Organismes contrôlés	10 715 098	617 215
	11 6 304 754	7 572 273
Excédent de fonctionnement affecté		
Excédent de fonctionnement affecté - Administration municipale		
- Remboursement dette/capital	12 1 696 017	1 684 473
- Remboursement dette/intérêts	13 623 134	549 747
- Équilibre budgétaire	14	1 000 000
- Déneigement	15 500 000	500 000
- Acq. et déploiement immobilier	16 3 303 252	2 124 143
- Equip. et infras / culturel	17 4 989 529	4 655 006
- Surplus/placement C.Récréatif	18 811 782	500 539
- Divers programmes municipaux	19 926 563	254 922
- Éventualités ou imprévus	20 825 000	
	21 13 675 277	11 268 830
Excédent de fonctionnement affecté - Organismes contrôlés		
- Dévelop. récréotouristique	22 117 990	67 990
-	23	
-	24	
	25 117 990	67 990
	26 13 793 267	11 336 820
Réserves financières et fonds réservés		
Réserves financières		
-	27	
-	28	
-	29	
-	30	
-	31	
	32	
Fonds réservés		
Fonds de roulement	33 4 394 935	5 825 000
Fonds parcs et terrains de jeux	34 1 010 027	917 108
Fonds - Réfection et entretien de certaines voies publiques	35	
Société québécoise d'assainissement des eaux	36	
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés	37 1 806 359	2 775 557
Financement des activités de fonctionnement	38 1 495 344	1 589 504
Fonds local d'investissement	39	
Fonds local de solidarité	40	
Autres		
- Fonds de stationnement	41 81 010	80 292
-	42	
-	43	
-	44	
	45 8 787 675	11 187 461
	46 8 787 675	11 187 461

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2015

	2015	2014
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)		
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir		
Modifications comptables du 1 ^{er} janvier 2000		
Salaires et avantages sociaux	47 () ()	()
Intérêts sur la dette à long terme	48 () ()	()
Avantages sociaux futurs		
Déficit initial au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes capitalisés	49 (1 700 800) ()	(1 943 700)
Régimes non capitalisés	50 () ()	()
Avantages postérieurs au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes capitalisés		
Mesure d'allègement pour la crise financière 2008	51 () ()	()
Autres	52 () ()	()
Régimes non capitalisés	53 () ()	()
Frais de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	54 () ()	()
Frais d'assainissement des sites contaminés	55 () ()	()
Mesures transitoires relatives à la TVQ		
Utilisation du fonds général	56 () ()	()
Utilisation du fonds de roulement	57 () ()	()
Appariement fiscal pour revenus de transfert	58 () ()	()
Autres		
- Revenus de location	59 (129 630) ()	()
-	60 () ()	()
	61 (1 830 430) ()	(1 943 700)
Financement à long terme des activités de fonctionnement		
Mesure transitoire relative à la TVQ	62 () ()	()
Autre financement	63 (9 577 626) ()	(10 314 931)
	64 (11 408 056) ()	(12 258 631)
Financement des investissements en cours		
Financement non utilisé	65 5 964 976	3 532 705
Investissements à financer	66 (2 544 349) ()	(9 231 924)
	67 3 420 627	(5 699 219)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs		
Éléments d'actif		
Immobilisations	68 496 334 728	501 011 607
Propriétés destinées à la revente	69 4 025 925	3 989 799
Prêts	70	835 694
Placements à titre d'investissement	71	
Participations dans des entreprises municipales	72	
	73 500 360 653	505 837 100
Éléments de passif correspondant		
Dette à long terme	74 288 876 561	282 671 071
Frais reportés liés à la dette à long terme	75 1 565 341	1 673 185
Montants des débiteurs et autres montants affectés au remboursement de la dette à long terme	76 (15 943 211) ()	(13 845 811)
Dettes aux fins des activités de fonctionnement	77 (9 278 019) ()	(7 324 988)
Autres dettes n'affectant pas l'investissement net	78 (1 244 257) ()	(1 659 009)
	79 263 976 415	261 514 448
Dette en cours de refinancement et autres éléments	80 59 451	32 739
	81 264 035 866	261 547 187
	82 236 324 787	244 289 913

**AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

A) RÉGIMES CAPITALISÉS D'AVANTAGES SOCIAUX FUTURS À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

	Régimes de retraite enregistrés	Régimes supplémentaires de retraite	Régimes d'avantages complémentaires de retraite
Nombre de régimes à la fin de l'exercice	1	2	3

Description des régimes, date de la plus récente évaluation actuarielle et autres renseignements

Le régime de retraite des employés de la Ville de Repentigny et le régime de retraite des policiers de la Ville de Repentigny sont des régimes à prestations déterminées enregistrés conformément à la Loi sur les régimes complémentaires de retraite du Québec. Les prestations au titre des services sont calculées en fonction du nombre d'années de service créditées multiplié par un pourcentage du salaire. Les participants et l'employeur se partagent le financement des régimes de façon à constituer les prestations déterminées selon les dispositions des régimes, sous réserve des changements qui seront apportés suite aux négociations prévues dans le cadre de la Loi favorisant la santé financière et la pérennité des régimes de retraite à prestations déterminées du secteur municipal. La valeur de ces prestations est établie au moyen d'une évaluation actuarielle. La dernière évaluation actuarielle a été effectuée en date du 31 décembre 2013.

La Loi favorisant la santé financière et la pérennité des régimes de retraite à prestations déterminées du secteur municipal

Le 5 décembre 2014, le gouvernement du Québec a sanctionné la Loi favorisant la santé financière et la pérennité des régimes de retraite à prestations déterminées du secteur municipal (RLRQ, c. 15) (ci-après la « Loi »). La Loi vise la restructuration des régimes de retraite et vient distinguer les modalités d'application relativement au service accumulé avant le 1er janvier 2014 (ci-après le « service antérieur ») et le service qui s'accumule à compter de cette date (ci-après le « service postérieur »). Une évaluation actuarielle au 31 décembre 2013 est requise par la Loi pour tous les régimes visés.

Un processus prévoyant une période de négociations a débuté le 1er février 2015 afin de déterminer la nature des changements qui seront apportés aux régimes. En l'absence d'entente, une décision sans appel sera prise ultimement par un arbitre. Il est à noter que selon les conditions prévues à la Loi, certains régimes peuvent faire l'objet de report dans le processus avec négociations à compter du 1er janvier 2016 (ci-après « régimes avec report »). Pour ces régimes avec report, une évaluation au 31 décembre 2014 sera requise. Certains changements de la Loi ont pris effet le 1er janvier 2014, d'autres s'appliqueront à la conclusion de l'entente entre les parties alors que d'autres éléments s'appliqueront à la fin de la convention collective en vigueur pour les régimes avec report.

Des requêtes introductives d'instance en déclaration d'inconstitutionnalité et en nullité ont été déposées devant la Cour supérieure visant à faire annuler cette Loi. Puisque l'issue de ces démarches est indéterminable, les incidences possibles de ces requêtes n'ont pas été prises en compte au 31 décembre 2015.

La Loi prévoit divers éléments visant les modalités du service antérieur et celles du service postérieur. Sans être une liste exhaustive, voici les principaux changements prévus à la Loi.

Pour le service antérieur :

- Élimination de l'indexation automatique de la rente de retraite et de la prestation additionnelle pour les participants actifs
- Partage du déficit attribuable aux participants actifs entre la municipalité et les participants actifs (portion entre 45 % et 50 % aux participants actifs)
- Suspension possible de l'indexation automatique des rentes des participants retraités à compter de 2017 selon certaines conditions prévues à la Loi (incluant une décision de la municipalité prise à cet effet avec convocation des retraités à une assemblée)

**AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

Pour le service postérieur :

- Élimination de l'indexation automatique de la rente de retraite et de la prestation additionnelle pour les participants actifs
- Plafonnement de la cotisation d'exercice à 18 % ou 20 % de la masse salariale, selon le groupe d'employés concernés, sujet à certains ajustements haussiers prévus à la Loi
- Partage à 50/50 de la cotisation d'exercice entre les participants actifs et la municipalité
- Partage à 50/50 des déficits liés au service postérieur entre les participants actifs et la municipalité
- Mise en place d'un fonds de stabilisation auquel des cotisations d'au moins 10% de la cotisation d'exercice seront versées (parts égales entre les participants actifs et la municipalité)

Application de la Loi aux régimes de la municipalités

La municipalité a finalisé une entente pour le régime de retraite des policiers. L'effet sur la modalité de partage du service courant et du fonds de stabilisation a été appliqué conformément avec les dispositions de la Loi et des dispositions de l'entente conclue. Cette entente a une incidence sur les résultats de l'exercice terminé le 31 décembre 2015.

Les incidences du partage du déficit des participant retraités n'ont pas été prises en compte au 31 décembre 2015. Ce partage dépend notamment d'une décision future de la municipalité et de la situation financière du régime en date du 31 décembre 2015. À la date de la mise au point définitive du rapport financier, aucune décision n'a été prise à cet égard.

Modalité prévue à la Loi	Incidence sur le coût des services passés (\$)	Pertes actuarielles nettes constatées en contrepartie	Incidence sur le coût du service courant de l'exercice
Report de l'âge de retraite de 3 mois pour le service pré 2014 (impact des négociations de la Loi 15)	(280 600)	(280 600)	0
Élimination de l'indexation automatique des rentes de retraite et de la prestation additionnelle des participants actifs, incluant l'impact du partage de déficit de 45 % à 50 % et un virement à la réserve (a)	711 300 même montant mis en réserve	711 300	0
Partage du déficit des participants actifs, au-delà de l'indexation automatique et de la prestation additionnelle (b)	S.O.	S.O.	S.O.
Partage du déficit des participants retraités (c)	S.O.	S.O.	S.O.
Plafond du service courant (d)	S.O.	S.O.	S.O.

**AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

Partage du service courant (e)	S.O.	S.O.	S.O.
Partage du déficit lié au service postérieur (e)	S.O.	S.O.	S.O.
Cotisation au fonds de stabilisation (e)	S.O.	S.O.	S.O.
TOTAL	430 700	430 700	0

(a)Le coût des services passés représente l'élimination de l'indexation automatique. Tel que prévu à la Loi, si la valeur dépasse la part de déficit qui doit être assumée par les participants actifs, une réserve doit être maintenue pour les participants. La réserve, s'il y a lieu, est établie en fonction d'une hypothèse d'un partage de 50 % assumé par les participants actifs.

(b)Le coût des services passés est établi en fonction d'un partage de 50 % assumé par les participants. Il représente la part de déficit pris en charge par les participants actifs qui dépasse, s'il y a lieu, la valeur de l'indexation automatique éliminée. Pour les régimes avec report, le coût est établi en considérant la valeur minimale entre la situation financière selon l'évaluation actuarielle au 31 décembre 2013 et le meilleur estimé de la situation financière au 31 décembre 2014, obtenue par extrapolation de l'obligation au titre des prestations constituées du 31 décembre 2013 et en considérant la valeur réelle de l'actif au 31 décembre 2014.

(c)Les incidences du partage du déficit des participants retraités n'ont pas été prises en compte au 31 décembre 2015, puisque ce partage dépend notamment d'une décision future de la municipalité et de la situation financière du régime en date du 31 décembre 2015.

(d)L'incidence du plafond du service courant est établie pour les régimes sans report en considérant la différence entre 1) le service courant prévu actuellement au régime net de l'effet de l'indexation automatique et de la prestation additionnelle éliminée et 2) le plafond établi selon les modalités de la Loi.

(e)Ces modalités n'ont pas d'incidence sur les résultats de l'exercice terminé le 31 décembre 2015 puisqu'elles ne s'appliquent qu'à compter de l'entente entre les parties ou la date de fin de la convention en vigueur pour les régimes avec report (sauf si les parties avaient déjà convenu de créer un fonds de stabilisation et que celui-ci est déjà en vigueur).

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

	<u>2015</u>	<u>2014</u>
Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs		
Actif (passif) au début de l'exercice	4 (4 535 900)	(4 222 900)
Charge de l'exercice	5 (3 593 500)	(3 921 000)
Cotisations versées par l'employeur	6 3 651 900	3 608 000
Actif (passif) à la fin de l'exercice	7 <u>(4 477 500)</u>	<u>(4 535 900)</u>
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	8 99 421 400	87 964 000
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	9 (104 268 300)	(95 966 000)
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	10 (4 846 900)	(8 002 000)
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	11 369 400	3 466 100
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs avant provision pour moins-value	12 (4 477 500)	(4 535 900)
Provision pour moins-value	13 ()	()
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	14 <u>(4 477 500)</u>	<u>(4 535 900)</u>
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs		
Nombre de régimes en cause	15 <u>2</u>	<u>2</u>
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	16 99 421 400	87 964 000
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	17 (104 268 300)	(95 966 000)
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	18 (4 846 900)	(8 002 000)
Charge de l'exercice		
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	19 5 829 400	5 250 300
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	20 430 700	(1 429 600)
	21 6 260 100	3 820 700
Cotisations salariales des employés	22 (3 051 900)	(2 843 900)
Cotisations des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	23 ()	()
	24 3 208 200	976 800
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	25 367 200	487 200
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	26 (430 700)	1 863 100
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	27	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	28	
Variation de la provision pour moins-value	29	
Autres	30	
-	31	
-	31	
Charge de l'exercice excluant les intérêts	32 <u>3 144 700</u>	<u>3 327 100</u>
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	33 5 667 400	5 341 300
Rendement espéré des actifs	34 (5 218 600)	(4 747 400)
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	35 448 800	593 900
Charge de l'exercice	36 <u>3 593 500</u>	<u>3 921 000</u>

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

	2015	2014
Informations complémentaires		
Rendement réel des actifs pour l'exercice	37 8 441 700	7 526 700
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	38 (5 218 600)	(4 747 400)
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	39 3 223 100	2 779 300
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	40 (62 900)	(859 800)
Prestations versées au cours de l'exercice	41 3 599 700	3 679 900
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 8)	42 100 633 400	95 086 000
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	43	
Valeur des obligations implicites comprises dans la valeur des obligations présentée à la ligne 9		
À titre de réserve pour abolition d'indexation excédentaire	44	
Pour le fonds de stabilisation et la réserve liée à la PED	45	
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	46 16	16
Hypothèses d'évaluation actuarielle de la comptabilisation		
(taux pondéré s'il y a plus d'un régime)		
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	47 5,85 %	5,85 %
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	48 5,85 %	6,00 %
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	49 3,25 %	3,25 %
Taux d'inflation (fin d'exercice)	50 2,25 %	2,25 %
Taux initial de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	51 %	%
Taux ultime de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	52 %	%
Année où la tendance rejoint le taux ultime (fin d'exercice)	53	
Autres hypothèses économiques		
- Obligation implicite	54 1 451 900	612 900
-	55	

B) RÉGIMES NON CAPITALISÉS D'AVANTAGES SOCIAUX FUTURS À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

	Régimes supplémentaires de retraite	Régimes d'avantages complémentaires de retraite	Autres avantages sociaux futurs
Nombre de régimes à la fin de l'exercice	56 <u>1</u>	57 <u> </u>	58 <u> </u>

Description des régimes, date de la plus récente évaluation actuarielle et autres renseignements

Le régime supplémentaire de retraite non capitalisé représente une entente entre la Ville de Repentigny et un employé cadre retraité quant aux modalités de prise de retraite dont la charge est assumée par la Ville.

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

	<u>2015</u>	<u>2014</u>
Conciliation du passif au titre des avantages sociaux futurs		
Passif au début de l'exercice	59 (52 600)	(53 800)
Charge de l'exercice	60 (2 400)	(2 600)
Prestations ou primes versées par l'employeur	61 3 800	3 800
Passif à la fin de l'exercice	62 (<u>51 200</u>)	(<u>52 600</u>)
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	63 (60 700)	(63 100)
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	64 9 500	10 500
Passif au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	65 (<u>51 200</u>)	(<u>52 600</u>)

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

	2015	2014
Charge de l'exercice		
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	66	
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	67	
	68	
Prestations ou primes à la charge des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	69 (_____)	(_____)
	70	
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	71 400	300
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime	72	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	73	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	74	
Autres		
-	75	
-	76	
Charge de l'exercice excluant les intérêts	77 400	300
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	78 2 000	2 300
Charge de l'exercice	79 <u>2 400</u>	<u>2 600</u>
Informations complémentaires		
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	80 600	(5 300)
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	81 22	21
Hypothèses d'évaluation actuarielle de la comptabilisation (taux pondéré s'il y a plus d'un régime)		
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	82 3,25 %	3,25 %
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	83 %	%
Taux d'inflation (fin d'exercice)	84 %	%
Taux initial de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	85 %	%
Taux ultime de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	86 %	%
Année où la tendance rejoint le taux ultime (fin d'exercice)	87	
Autres hypothèses économiques		
-	88	
-	89	

C) RÉGIMES DE RETRAITE À COTISATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice 90 _____

Description des régimes et autres renseignements

	2015	2014
Charge de l'exercice		
Cotisations de l'employeur	91 _____	_____

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

D) AUTRES RÉGIMES (REER individuel, REER collectif et autres)

Nombre d'autres régimes à la fin de l'exercice 92 9

Description des régimes et autres renseignements

Régimes enregistrés d'épargne retraite - R.E.E.R. collectif et individuels. Certains employés du secteur Le Gardeur, les pompiers et certains cadres participent à ce régime où la cotisation de la Ville représente un pourcentage de la rémunération. La dépense de l'exercice correspond à la cotisation versée en contrepartie des services courants.

Charge de l'exercice	<u>2015</u>	<u>2014</u>
Cotisations de l'employeur 93	<u>252 736</u>	<u>260 543</u>

E) RÉGIMES DE RETRAITE DES ÉLUS MUNICIPAUX

Participation au Régime de retraite des élus municipaux (RREM) 94 Oui
 95 Non

Nombre d'élus participants actifs à la fin de l'exercice	<u>2015</u>	<u>2014</u>
96	<u>11</u>	<u>11</u>

Description du régime

Le Régime de retraite des élus municipaux (RREM) et le Régime de prestations supplémentaires des élus municipaux (RPSEM), ce dernier s'appliquant de façon complémentaire s'il y a lieu aux élus municipaux en poste le 31 décembre 2000 et aux personnes ayant droit à une rente du RREM à cette date, sont des régimes à prestations déterminées gérés en vertu de la Loi sur le régime de retraite des élus municipaux (chapitre R-9.3). Dans le cas du RREM, les élus participants et les municipalités participantes se partagent le financement du régime par le versement de cotisations dans le cas des élus et de contributions dans le cas des municipalités. Dans le cas du RPSEM, seules les municipalités participantes sont responsables de verser les contributions requises. Les cotisations et les contributions sont établies conformément aux taux et règles fixés par règlement du gouvernement.

Étant donné que ces deux régimes sont des régimes à employeurs multiples administrés par la Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances (CARRA), qui ne comportent pas de comptes distincts, les municipalités participantes comptabilisent ces régimes comme s'ils étaient des régimes à cotisations déterminées. Ainsi, la charge encourue dans un exercice donné par une municipalité participante relativement à ces régimes de retraite correspond aux contributions devant être versées par elle pour cet exercice telles qu'établies par règlement du gouvernement.

Cotisations des élus au RREM	<u>2015</u>	<u>2014</u>
97	<u>23 810</u>	<u>23 728</u>
Charge de l'exercice		
Contributions de l'employeur au RREM 98	83 225	83 420
Contributions de l'employeur à titre de participation au RPSEM 99	30 281	28 056
100	<u>113 506</u>	<u>111 476</u>

Note

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
ENDETTEMENT TOTAL NET À LONG TERME
AU 31 DÉCEMBRE 2015

Administration municipale

Dettes à long terme	1	290 403 240
---------------------	---	-------------

Ajouter

Activités d'investissement à financer	2	2 544 344
---------------------------------------	---	-----------

Activités de fonctionnement à financer	3	299 606
--	---	---------

Dettes en cours de refinancement	4	
----------------------------------	---	--

Autres	5	
--------	---	--

-	6	
---	---	--

Déduire

Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme		
--	--	--

Excédent accumulé	7	3 502 376
-------------------	---	-----------

Débiteurs	8	15 545 428
-----------	---	------------

Revenus futurs découlant des ententes conclues avec le gouvernement du Québec	9	
---	---	--

Autres montants	10	441 642
-----------------	----	---------

Montant non utilisé d'emprunts à long terme contractés	11	4 468 754
--	----	-----------

Autres		
--------	--	--

- Protocoles de partenariat	12	731 916
-----------------------------	----	---------

-	13	
---	----	--

Endettement net à long terme de l'administration municipale	14	268 557 074
---	----	-------------

Quote-part dans l'endettement total net à long terme des organismes contrôlés	15	38 662
--	----	--------

Endettement net à long terme	16	268 595 736
------------------------------	----	-------------

Quote-part dans l'endettement total net à long terme d'autres organismes

Municipalité régionale de comté	17	11 460
---------------------------------	----	--------

Communauté métropolitaine	18	514 910
---------------------------	----	---------

Autres organismes	19	
-------------------	----	--

Endettement total net à long terme	20	269 122 106
------------------------------------	----	-------------

Quote-part dans la dette à long terme de l'agglomération (pour les municipalités reconstituées liées à une agglomération fonctionnant par quotes-parts)	21	
---	----	--

Endettement total net à long terme (compte tenu de l'agglomération s'il y a lieu)	22	269 122 106
---	----	-------------

Endettement total net à long terme lié au réseau d'électricité (inclus ci-dessus)	23	
---	----	--

Endettement total net à long terme lié aux parcs éoliens et aux centrales hydroélectriques (inclus à la ligne 22 ci-dessus)	24	
---	----	--

RENSEIGNEMENTS CONSOLIDÉS NON AUDITÉS

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées		
	Budget	Réalisations	Réalisations	Réalisations	
TAXES	2015	2015	2015	2014	
SUR LA VALEUR FONCIÈRE					
Taxes générales					
Taxe foncière générale	1	62 587 790	63 147 813	63 147 813	55 578 161
Taxes spéciales					
Service de la dette	2	18 829 500	18 931 745	18 931 745	21 111 562
Activités de fonctionnement	3	1 228 010	1 234 825	1 234 825	1 243 438
Activités d'investissement	4				
Taxes de secteur					
Taxes spéciales					
Service de la dette	5	2 526 960	2 530 734	2 530 734	2 567 799
Activités de fonctionnement	6				
Activités d'investissement	7				
Autres					
	8				
	9	85 172 260	85 845 117	85 845 117	80 500 960
SUR UNE AUTRE BASE					
Taxes, compensations et tarification					
Services municipaux					
Eau	10	5 079 000	4 886 068	4 886 068	4 654 832
Égout	11				
Traitement des eaux usées	12	3 969 350	3 983 408	3 983 408	3 968 356
Matières résiduelles	13	7 938 700	7 966 377	7 966 377	7 936 492
Autres					
-Entretien des réseaux	14	3 969 350	3 983 188	3 983 188	3 968 246
-Mise à niveau - SPE	15	1 262 980	1 267 378	1 267 378	1 262 624
-Eaux de rejets	16	241 000	243 116	243 116	181 103
Centres d'urgence 9-1-1	17	434 760	444 276	444 276	428 241
Service de la dette	18	3 633 290	4 097 778	4 097 778	4 137 619
Activités de fonctionnement	19				
Activités d'investissement	20		12 263	12 263	84 465
	21	26 528 430	26 883 852	26 883 852	26 621 978
Taxes d'affaires					
Sur l'ensemble de la valeur locative	22				
Autres	23				
	24				
	25	26 528 430	26 883 852	26 883 852	26 621 978
	26	111 700 690	112 728 969	112 728 969	107 122 938

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2015	Réalisations 2015	Réalisations 2015	Réalisations 2014
COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES				
GOVERNEMENT DU QUÉBEC ET SES ENTREPRISES				
Immeubles et établissements d'entreprises du gouvernement				
Taxes sur la valeur foncière	27	53 370	59 141	54 611
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	28	480	475	475
Taxes d'affaires	29			
Compensations pour les terres publiques	30			
	31	53 850	59 616	55 086
Immeubles des réseaux				
Santé et services sociaux	32	858 210	691 915	837 006
Cégeps et universités	33	49 660	39 627	48 616
Écoles primaires et secondaires	34	1 445 470	1 577 885	1 931 210
	35	2 353 340	2 309 427	2 816 832
Autres immeubles				
Immeubles de certains gouvernements et d'organismes internationaux				
Taxes sur la valeur foncière	36			
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	37			
Taxes d'affaires	38			
	39			
	40	2 407 190	2 369 043	2 871 918
GOVERNEMENT DU CANADA ET SES ENTREPRISES				
Taxes sur la valeur foncière	41	33 680	36 083	34 453
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	42	480	475	475
Taxes d'affaires	43			
	44	34 160	36 558	34 928
ORGANISMES MUNICIPAUX				
Taxes sur la valeur foncière	45			
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	46			
	47			
AUTRES				
Taxes foncières des entreprises autoconsommatrices d'électricité	48			
Autres	49			
	50			
	51	2 441 350	2 405 601	2 906 846

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2015	Réalisations 2015	Réalisations 2015	Réalisations 2014
TRANSFERTS				
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT				
Administration générale	52	4 000	5 240	4 809
Sécurité publique				
Police	53	56 620	90 322	62 114
Sécurité incendie	54			
Sécurité civile	55			
Autres	56			
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	57	180 160	81 968	89 863
Enlèvement de la neige	58			
Autres	59	1 700	7 229	2 021
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	60			
Transport adapté	61			
Transport scolaire	62			
Autres	63			
Transport aérien	64			
Transport par eau	65			
Autres	66			506
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	67	157 900	153 556	206 751
Réseau de distribution de l'eau potable	68	30 520	46 274	38 920
Traitement des eaux usées	69	6 110	53 393	9 058
Réseaux d'égout	70	40 100	43 699	48 516
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	71			
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	72			
Tri et conditionnement	73			
Autres	74			
Autres	75			
Cours d'eau	76			
Protection de l'environnement	77	84 320	51 524	66 194
Autres	78			
Santé et bien-être				
Logement social	79			
Sécurité du revenu	80			
Autres	81			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	82	255 150	196 940	338 464
Rénovation urbaine	83			
Promotion et développement économique	84			
Autres	85			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	86	48 440	88 020	196 895
Activités culturelles				
Bibliothèques	87	272 050	333 656	305 666
Autres	88		37 132	1 118
Réseau d'électricité	89			
	90	1 137 070	1 188 953	1 370 895

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2015	Réalisations 2015	Réalisations 2015	Réalisations 2014
TRANSFERTS (suite)				
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT				
Administration générale	91			
Sécurité publique				
Police	92			
Sécurité incendie	93			
Sécurité civile	94			
Autres	95			
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	96	6 105 200	511 426	511 426
Enlèvement de la neige	97			1 501 339
Autres	98			
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	99			
Transport adapté	100			
Transport scolaire	101			
Autres	102			
Transport aérien	103			
Transport par eau	104			
Autres	105			
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	106	708 000	2 546	2 546
Réseau de distribution de l'eau potable	107	769 600	1 270 657	1 270 657
Traitement des eaux usées	108	1 620 000	8 063	8 063
Réseaux d'égout	109	2 623 200	607 760	607 760
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	110			
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	111			
Tri et conditionnement	112			
Autres	113			
Autres	114			
Cours d'eau	115			
Protection de l'environnement	116			
Autres	117			
Santé et bien-être				
Logement social	118			
Sécurité du revenu	119			
Autres	120			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	121			
Rénovation urbaine	122			
Promotion et développement économique	123			
Autres	124			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	125	600 000	892 136	892 136
Activités culturelles				
Bibliothèques	126			
Autres	127		139 152	139 152
Réseau d'électricité	128			
	129	12 426 000	3 431 740	3 431 740
				8 342 390

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2015	Réalisations 2015	Réalisations 2015	Réalisations 2014
TRANSFERTS (suite)				
TRANSFERTS DE DROIT				
Regroupement municipal	130			
Péréquation	131			
Réorganisation municipale	132			
Neutralité	133			
Diversification des revenus	134			
Compensation pour la collecte sélective de matières recyclables	135			
Programme d'aide financière aux MRC	136			
Autres	137			
	138			
TOTAL DES TRANSFERTS	139	13 563 070	4 620 693	4 737 831 9 713 285

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

Non audité

SERVICES RENDUS	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2015	Réalisations 2015	Réalisations 2015	Réalisations 2014
SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES MUNICIPAUX				
Administration générale				
Application de la loi	140	100 000	127 119	104 724
Évaluation	141			
Autres	142	31 700	32 237	31 415
	143	131 700	159 356	136 139
Sécurité publique				
Police	144	119 820	125 959	26 931
Sécurité incendie	145	95 320	95 482	106 636
Sécurité civile	146			
Autres	147			
	148	215 140	221 441	133 567
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	149			
Enlèvement de la neige	150			
Autres	151			
Transport collectif	152	814 900	668 690	752 813
Autres	153			
	154	814 900	668 690	752 813
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	155	529 000	770 512	517 837
Réseau de distribution de l'eau potable	156			
Traitement des eaux usées	157	135 860	156 774	136 642
Réseaux d'égout	158	11 960	8 805	9 390
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	159			
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	160			
Tri et conditionnement	161			
Autres	162			
Autres	163			
Cours d'eau	164			
Protection de l'environnement	165			
Autres	166			
	167	676 820	936 091	663 869
Santé et bien-être				
Logement social	168			
Autres	169			
	170			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	171			
Rénovation urbaine	172			
Promotion et développement économique	173			
Autres	174			
	175			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	176			
Activités culturelles				
Bibliothèques	177			
Autres	178			
	179			
Réseau d'électricité	180			
	181	1 838 560	1 985 578	1 686 388

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2015	Réalisations 2015	Réalisations 2015	Réalisations 2014
SERVICES RENDUS (suite)				
AUTRES SERVICES RENDUS				
Administration générale	182	55 900	143 325	103 292
Sécurité publique	183	166 460	272 143	304 774
Transport				
Réseau routier	184	60 000	298 397	66 279
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	185	50 000	49 589	49 862
Transport adapté	186			
Transport scolaire	187			
Autres	188			
Autres	189			
Hygiène du milieu	190	36 000	51 816	70 578
Santé et bien-être	191			
Aménagement, urbanisme et développement	192	133 390	116 980	135 272
Loisirs et culture	193	2 816 900	2 905 809	2 785 363
Réseau d'électricité	194			
	195	3 318 650	3 838 059	3 515 420
TOTAL DES SERVICES RENDUS	196	5 157 210	5 823 637	5 201 808
IMPOSITION DE DROITS				
Licences et permis	197	317 000	351 891	324 206
Droits de mutation immobilière	198	3 800 000	4 040 454	3 987 375
Droits sur les carrières et sablières	199			
Autres	200			
	201	4 117 000	4 392 345	4 311 581
AMENDES ET PÉNALITÉS	202	3 942 350	3 983 630	3 834 606
INTÉRÊTS	203	1 000 000	1 089 813	1 177 928
AUTRES REVENUS				
Gain (perte) sur cession d'immobilisations	204		(492 102)	(225 222)
Produit de cession de propriétés destinées à la revente	205			1 139 031
Gain (perte) sur remboursement de prêts et sur cession de placements	206			
Contributions des promoteurs	207	1 620 000	35 705	1 504 739
Contributions des automobilistes pour le transport en commun	208			
Contributions des organismes municipaux	209		81 302	439 791
Autres contributions	210		466 468	990 776
Autres	211	249 680	366 476	1 072 779
	212	1 869 680	457 849	4 921 894

**ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

		Administration municipale				Données consolidées	
		Budget 2015	Réalizations 2015		Total	Réalizations 2015	Réalizations 2014
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement			
ADMINISTRATION GÉNÉRALE							
Conseil	1	1 428 350	1 417 026	44 252	1 461 278	1 461 278	1 452 312
Application de la loi	2	1 301 790	1 260 104	42 570	1 302 674	1 302 674	1 080 514
Gestion financière et administrative	3	8 575 000	8 260 757	449 530	8 710 287	8 710 287	7 608 992
Greffe	4	753 670	776 736	49 742	826 478	826 478	815 110
Évaluation	5	1 143 280	1 275 762	30 399	1 306 161	1 306 161	855 285
Gestion du personnel	6	1 061 910	1 190 940	30 934	1 221 874	1 221 874	980 001
Autres	7	254 790	845 658		845 658	845 658	856 612
	8	14 518 790	15 026 983	647 427	15 674 410	15 674 410	13 648 826
SÉCURITÉ PUBLIQUE							
Police	9	17 913 640	17 568 609	742 759	18 311 368	18 311 368	17 628 305
Sécurité incendie	10	5 862 490	5 482 681	595 647	6 078 328	6 078 328	6 384 698
Sécurité civile	11	31 230	33 593	3 479	37 072	37 072	164 589
Autres	12	768 470	679 778	3 201	682 979	682 979	725 971
	13	24 575 830	23 764 661	1 345 086	25 109 747	25 109 747	24 903 563
TRANSPORT							
Réseau routier							
Voirie municipale	14	3 113 520	3 441 489	7 501 508	10 942 997	10 942 997	10 276 589
Enlèvement de la neige	15	4 768 040	5 367 961	241 858	5 609 819	5 609 819	5 101 926
Éclairage des rues	16	579 900	615 893	886 394	1 502 287	1 502 287	1 486 084
Circulation et stationnement	17	676 340	929 276	560 708	1 489 984	1 489 984	1 217 963
Transport collectif							
Transport en commun	18	7 168 850	7 672 067	42 908	7 714 975	7 714 975	6 057 220
Transport aérien	19						
Transport par eau	20						
Autres	21		103 342	47 897	151 239	151 239	1 940 296
	22	16 306 650	18 130 028	9 281 273	27 411 301	27 411 301	26 080 078

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

Non audité

	Administration municipale				Données consolidées		
	Budget 2015	Réalizations 2015			Réalizations 2015	Réalizations 2014	
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total			
HYGIÈNE DU MILIEU							
Eau et égout							
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	23	2 933 380	2 840 691	1 580 866	4 421 557	4 421 557	3 879 657
Réseau de distribution de l'eau potable	24	1 558 190	1 760 545	1 788 382	3 548 927	3 548 927	3 593 914
Traitement des eaux usées	25	2 316 560	2 288 251	1 120 221	3 408 472	3 408 472	3 207 063
Réseaux d'égout	26	2 876 140	2 493 725	4 889 556	7 383 281	7 383 281	7 079 318
Matières résiduelles							
Déchets domestiques et assimilés							
Collecte et transport	27	1 858 940	1 869 997		1 869 997	1 869 997	1 799 957
Élimination	28	1 281 520	1 250 441		1 250 441	1 250 441	1 220 649
Matières recyclables							
Collecte sélective							
Collecte et transport	29	(30 320)	(17 176)		(17 176)	(17 176)	30 684
Tri et conditionnement	30	(2 300)	(1 266)		(1 266)	(1 266)	1 758
Matières organiques							
Collecte et transport	31	497 380	461 643		461 643	461 643	463 138
Traitement	32	458 210	456 006		456 006	456 006	437 782
Matériaux secs	33	425 430	419 027		419 027	419 027	410 162
Autres	34	211 730	203 149		203 149	203 149	201 489
Plan de gestion	35						
Autres	36			5 293	5 293	5 293	
Cours d'eau	37		138 780	16 726	155 506	155 506	42 039
Protection de l'environnement	38	723 160	704 132	3 894	708 026	708 026	738 096
Autres	39	9 500	10 000		10 000	10 000	31 119
	40	15 117 520	14 877 945	9 404 938	24 282 883	24 282 883	23 136 825
SANTÉ ET BIEN-ÊTRE							
Logement social	41	726 780	736 832		736 832	736 832	729 628
Sécurité du revenu	42						
Autres	43	495 000	467 860		467 860	467 860	470 516
	44	1 221 780	1 204 692		1 204 692	1 204 692	1 200 144
AMÉNAGEMENT, URBANISME ET DÉVELOPPEMENT							
Aménagement, urbanisme et zonage	45	2 434 250	2 200 428	91 421	2 291 849	2 291 849	2 153 000
Rénovation urbaine							
Biens patrimoniaux	46						
Autres biens	47			5 000	5 000	5 000	5 000
Promotion et développement économique							
Industries et commerces	48	449 210	431 144	9 051	440 195	440 195	572 803
Tourisme	49		25 391		25 391	19 125	17 583
Autres	50	121 450	130 760	37 031	167 791	167 791	366 517
Autres	51	5 340	5 274		5 274	5 274	830 914
	52	3 010 250	2 792 997	142 503	2 935 500	2 929 234	3 945 817

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

		Administration municipale				Données consolidées	
		Budget 2015	Réalizations 2015			Réalizations 2015	Réalizations 2014
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total		
LOISIRS ET CULTURE							
Activités récréatives							
Centres communautaires	53	3 530 840	3 692 167	420 341	4 112 508	3 928 663	3 782 138
Patinoires intérieures et extérieures	54	2 641 070	2 638 247	20 491	2 658 738	2 679 344	2 485 631
Piscines, plages et ports de plaisance	55	2 869 330	3 005 489	521 822	3 527 311	3 572 082	3 371 590
Parcs et terrains de jeux	56	7 977 530	7 807 686	2 573 547	10 381 233	10 658 414	10 265 831
Parcs régionaux	57						
Expositions et foires	58	552 930	391 607	19 726	411 333	1 066 391	1 116 447
Autres	59	117 370	167 435	47 718	215 153	214 543	299 340
	60	17 689 070	17 702 631	3 603 645	21 306 276	22 119 437	21 320 977
Activités culturelles							
Centres communautaires	61	571 860	1 156 184	116 503	1 272 687	1 263 882	501 268
Bibliothèques	62	3 018 690	3 172 820	238 782	3 411 602	3 411 602	3 079 803
Patrimoine							
Musées et centres d'exposition	63	542 380	40 476	21 965	62 441	62 441	453 062
Autres ressources du patrimoine	64			13 139	13 139	13 139	10 705
Autres	65	1 199 000	1 506 707	12 863	1 519 570	1 608 263	1 207 904
	66	5 331 930	5 876 187	403 252	6 279 439	6 359 327	5 252 742
	67	23 021 000	23 578 818	4 006 897	27 585 715	28 478 764	26 573 719
RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ							
	68						
FRAIS DE FINANCEMENT							
Dettes à long terme							
Intérêts	69	13 205 890	9 438 445		9 438 445	9 447 700	10 051 230
Autres frais	70	683 680	659 361		659 361	659 361	753 959
Autres frais de financement							
Avantages sociaux futurs	71	589 230	438 794		438 794	438 794	579 665
Autres	72	10 000	75 045		75 045	75 045	8 331
	73	14 488 800	10 611 645		10 611 645	10 620 900	11 393 185
AMORTISSEMENT DES IMMOBILISATIONS							
	74	28 337 760	24 828 124	(24 828 124)			

Section II - Autres renseignements financiers

TABLE DES MATIÈRES

	<u>PAGE</u>
Section II - Autres renseignements financiers	
Taux global de taxation réel audité	
Rapport de l'auditeur indépendant ou du vérificateur général sur le taux global de taxation réel	27
Taux global de taxation réel	28
Autres renseignements non audités	
Acquisition d'immobilisations consolidées par catégories	32
Acquisition d'infrastructures pour nouveau développement et autres acquisitions d'immobilisations consolidées	32
Analyse de la dette à long terme consolidée	33
Analyse de la charge de quotes-parts consolidée	34
Analyse de la rémunération non consolidée	35
Analyse des revenus de transfert non consolidés par sources	35
Analyse du coût des services municipaux non consolidé	36
Acquisition d'immobilisations non consolidées par objets	37
Analyse de l'excédent (déficit) accumulé non consolidé	38
Fonds de roulement non consolidé - Capital autorisé	39
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés non consolidés	40
Excédent (déficit) de fonctionnement du réseau d'électricité à des fins fiscales non consolidé	41
Taux des taxes	42
Questionnaire	44
Autres renseignements sur l'organisme municipal	45
Certificat sur la richesse foncière aux fins de la péréquation de 2017	46
Attestation de transmission et de consentement à la diffusion	47

**RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT
SUR LE TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL**

Aux membres du conseil,

J'ai effectué l'audit du taux global de taxation réel de l'exercice terminé le 31 décembre 2015 de la Ville de Repentigny (ci-après «la Ville»). Ce taux a été établi par la direction de la Ville sur la base des dispositions de la section III du chapitre XVIII.1 de la Loi sur la fiscalité municipale (chapitre F-2.1) (ci-après «les exigences légales»).

Responsabilité de la direction pour le taux global de taxation réel

La direction est responsable de l'établissement du taux global de taxation réel conformément aux exigences légales, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre l'établissement du taux global de taxation réel exempt d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Responsabilité de l'auditeur

Ma responsabilité consiste à exprimer une opinion sur le taux global de taxation réel, sur la base de mon audit. J'ai effectué mon audit selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que je me conforme aux règles de déontologie et que je planifie et réalise l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que le taux global de taxation réel ne comporte pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en oeuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant l'établissement du taux global de taxation réel. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que le taux global de taxation réel comporte des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de l'entité portant sur l'établissement du taux global de taxation réel, afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble du taux global de taxation réel.

J'estime que les éléments probants recueillis sont suffisants et appropriés pour fonder mon opinion d'audit.

Opinion

À mon avis, le taux global de taxation réel de l'exercice terminé le 31 décembre 2015 de la Ville a été établi, dans tous ses aspects significatifs, conformément aux exigences légales.

Observations

Sans pour autant modifier mon opinion, j'attire l'attention sur le fait que le taux global de taxation réel a été préparé afin de permettre à la Ville de se conformer à l'article 105 de la Loi sur les cités et villes (chapitre C-19). En conséquence, il est possible que le taux global de taxation réel ne puisse se prêter à un usage autre.

**RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT
SUR LE TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL**

[Original signé par]

Saint-Paul-de-Joliette

1Par Dominique Collin, FCPA auditeur, FCA

DATE 2016-03-30

**TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

CONCILIATION DES REVENUS DE TAXES NON CONSOLIDÉS

Revenus de taxes avant ajouts et déductions	1	<u>112 730 688</u>
Ajouter		
Majoration en vertu de l'article 253.51 de la Loi sur la fiscalité municipale (chapitre F-2.1) ci-après citée LFM	2	<u> </u>
Déduire		
Crédits en vertu de l'article 85.2 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (chapitre A-19.1) ou d'une disposition équivalente de la charte de la municipalité, de l'article 94.5 de la Loi sur la Société d'habitation du Québec (chapitre S-8) et des articles 92 et 92.1 de la Loi sur les compétences municipales (chapitre C-47.1)	3	
Dégrèvement en vertu de l'article 244.59 LFM	4	
Dégrèvement en vertu de l'article 253.36 LFM	5	
Crédit de taxe d'affaires en vertu de l'article 237 LFM	6	
Autres crédits de taxes, sauf l'escompte pour paiement avant l'échéance	7	
Dotation de l'exercice à la provision pour contestations d'évaluations foncière et locative		
Montant relatif aux taxes foncières	8	1 719
Montant relatif à la taxe d'affaires sur la valeur locative	9	<u> </u>
	10	<u>1 719</u>
Revenus de taxes	11	<u>112 728 969</u>

**TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015****REVENUS ADMISSIBLES NON CONSOLIDÉS**

Revenus de taxes			1	112 728 969
Ajouter				
Dotation de l'exercice à la provision pour contestations d'évaluation foncière			2	1 719
Crédits en vertu de l'article 92.1 de la Loi sur les compétences municipales			3	_____
Total partiel			4	<u>112 730 688</u>
Déduire				
Taxes exclues en vertu de la réglementation (articles 261.5.3 à 261.5.8 LFM)				
Taxes d'affaires		5		
Taxes foncières imposées en vertu du 1 ^{er} alinéa de l'article 208 LFM		6		
Différence que l'on obtient en soustrayant du total des taxes sur les immeubles non résidentiels et industriels, le montant des revenus en application du taux de base		7	11 318 349	
Taxes aux fins du financement des centres d'urgence 9-1-1		8	444 276	
Autres taxes non reconnues en vertu de la réglementation		9	_____	10 <u>11 762 625</u>
Revenus admissibles aux fins du calcul du taux global de taxation réel			11	<u>100 968 063</u>

**TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

ÉVALUATION DES IMMEUBLES IMPOSABLES

Évaluation des immeubles imposables effective ¹ au 1 ^{er} janvier 2015 ²	1 <u>8 388 196 400</u>
Évaluation des immeubles imposables effective ¹ au 31 décembre 2015 ²	2 <u>8 416 795 300</u>
Évaluation des immeubles imposables aux fins du calcul du taux global de taxation réel (ligne 1 + ligne 2) ÷ 2	3 <u>8 402 495 850</u>

CALCUL DU TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL ³

Revenus admissibles aux fins du calcul du taux global de taxation réel	4 <u>100 968 063</u>
Évaluation des immeubles imposables aux fins du calcul du taux global de taxation réel	5 <u>8 402 495 850</u>
Taux global de taxation réel de 2015	6 1 , 0 1 6 / 100 \$

**ÉVALUATION NON AJUSTÉE DES IMMEUBLES IMPOSABLES ¹
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

Évaluation des immeubles imposables effective au 1 ^{er} janvier 2015 ²	7 _____
Évaluation des immeubles imposables effective au 31 décembre 2015 ²	8 _____
Évaluation non ajustée des immeubles imposables (ligne 7 + ligne 8) ÷ 2	9 _____

1. Compte tenu de l'ajustement pour l'étalement en vertu des articles 253.27 à 253.35 LFM, pour les municipalités qui s'en prévalent.

2. L'évaluation tient compte de toutes modifications qui ont un effet au 1^{er} janvier ou au 31 décembre, selon le cas.

3. Articles 261.5.12 à 261.5.14 LFM.

AUTRES RENSEIGNEMENTS NON AUDITÉS

**ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS CONSOLIDÉES PAR CATÉGORIES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2015	Réalisations 2015	Réalisations 2015	Réalisations 2014
IMMOBILISATIONS				
Infrastructures				
Conduites d'eau potable	1	2 757 020	2 362 280	1 435 461
Usines de traitement de l'eau potable	2	708 000	151 904	1 470 867
Usines et bassins d'épuration	3	1 620 000	296 144	2 517 882
Conduites d'égout	4	6 650 510	2 044 260	3 121 021
Sites d'enfouissement et incinérateurs	5			
Chemins, rues, routes et trottoirs	6	11 297 230	3 966 548	5 757 527
Ponts, tunnels et viaducs	7	1 000 000	153 193	55 053
Systèmes d'éclairage des rues	8	101 230	574 984	530 272
Aires de stationnement	9		147 176	
Parcs et terrains de jeux	10	3 567 260	4 720 875	3 011 327
Autres infrastructures	11	2 403 750	94 179	570 644
Réseau d'électricité	12			
Bâtiments				
Édifices administratifs	13	884 650	400 036	461 097
Édifices communautaires et récréatifs	14	29 360	3 215 756	2 414 004
Améliorations locatives	15		27 715	110 251
Véhicules				
Véhicules de transport en commun	16			
Autres	17	2 286 310	1 341 301	1 227 747
Ameublement et équipement de bureau	18	1 068 710	1 297 134	2 012 809
Machinerie, outillage et équipement divers	19	372 970	550 458	377 076
Terrains	20		405 857	1 637 693
Autres	21			
	22	34 747 000	21 722 085	26 710 731

**ACQUISITION D'INFRASTRUCTURES POUR NOUVEAU DÉVELOPPEMENT
ET AUTRES ACQUISITIONS D'IMMOBILISATIONS CONSOLIDÉES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

Infrastructures autres que pour nouveau développement				
Conduites d'eau potable	23		2 362 280	1 432 131
Usines de traitement de l'eau potable	24		151 904	1 120 820
Usines et bassins d'épuration	25		293 249	2 370 149
Conduites d'égout	26		1 992 766	2 608 851
Autres infrastructures	27		7 024 610	6 775 837
Infrastructures pour nouveau développement (ouverture de nouvelles rues)				
Conduites d'eau potable	28			3 330
Usines de traitement de l'eau potable	29			350 047
Usines et bassins d'épuration	30		2 895	147 733
Conduites d'égout	31		51 494	512 170
Autres infrastructures	32		2 632 345	3 148 986
Autres immobilisations	33		7 210 542	8 240 677
	34		21 722 085	26 710 731

**ANALYSE DE LA DETTE À LONG TERME CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

Non audité		Solde au 1^{er} janvier	Augmentation	Diminution	Solde au 31 décembre
Dettes à long terme					
Obligations et billets en monnaie canadienne	1	266 840 000	27 525 805	19 994 805	274 371 000
Obligations et billets en monnaies étrangères	2				
Autres dettes à long terme					
Gouvernement du Québec et ses entreprises	3	756 288		138 665	617 623
Organismes municipaux	4				
Obligations découlant de contrats de location-acquisition	5	11 593 465		408 886	11 184 579
Autres	6	5 154 503	44 365	930 168	4 268 700
	7	284 344 256	27 570 170	21 472 524	290 441 902
La dette à long terme, incluant la dette en cours de refinancement, est assumée de la façon suivante :					
Par l'organisme municipal					
Emprunts refinancés par anticipation	8				
Excédent accumulé affecté au remboursement de la dette à long terme					
Excédent de fonctionnement affecté	9	1 684 473	500 000	488 456	1 696 017
Réserves financières et fonds réservés	10	2 775 557	50 170	1 019 368	1 806 359
Fonds d'amortissement	11				
Montant à la charge					
D'une partie des contribuables ou des municipalités membres	12	54 039 181	363 092	4 963 948	49 438 325
De l'ensemble des contribuables ou des municipalités membres	13	211 933 537	22 903 816	13 323 222	221 514 131
De la municipalité (Société de transport en commun)	14				
	15	270 432 748	23 817 078	19 794 994	274 454 832
Par les tiers (montants affectés au remboursement de la dette à long terme)					
Débiteurs					
Gouvernement du Québec et ses entreprises	16	12 799 374	3 737 825	1 583 592	14 953 607
Organismes municipaux	17	640 310		48 489	591 821
Autres tiers	18				
	19	13 439 684	3 737 825	1 632 081	15 545 428
Débiteurs encaissés non encore appliqués au remboursement de la dette	20	406 127	15 267	23 611	397 783
	21	13 845 811	3 753 092	1 655 692	15 943 211
Revenus futurs découlant des ententes conclues avec le gouvernement du Québec					
Prêts	23				
Autres	24	65 697		21 838	43 859
	25	13 911 508	3 753 092	1 677 530	15 987 070
	26	284 344 256	27 570 170	21 472 524	290 441 902
Dettes en cours de refinancement	27	()		()	
Reclassement / Redressement	28				
	29	284 344 256	27 570 170	21 472 524	290 441 902

Note

**ANALYSE DE LA CHARGE DE QUOTES-PARTS CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2015	Réalisations 2015	Réalisations 2015	Réalisations 2014
Administration générale				
Application de la loi	1			
Évaluation	2			
Autres	3	338 030	331 023	346 613
Sécurité publique				
Police	4			
Sécurité incendie	5	360	294	293
Sécurité civile	6			
Autres	7			
Transport				
Réseau routier	8			
Transport collectif	9	4 362 150	6 095 544	4 417 392
Autres	10			
Hygiène du milieu				
Eau et égout	11			
Matières résiduelles	12	4 618 320	4 587 921	4 484 539
Cours d'eau	13			
Protection de l'environnement	14	409 430	409 417	470 612
Autres	15			
Santé et bien-être				
Logement social	16	726 780	736 833	729 629
Autres	17			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	18	32 620	32 611	32 749
Rénovation urbaine	19			
Promotion et développement économique	20	441 000	450 811	575 725
Autres	21	5 340	5 274	5 361
Loisirs et culture				
Activités récréatives	22			
Activités culturelles	23	547 170	556 104	385 833
Réseau d'électricité				
	24			
	25	11 481 200	13 205 832	11 448 746

**ANALYSE DE LA RÉMUNÉRATION NON CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

Non audité

		Effectifs personnes/ année ²	Semaine normale (heures)	Rémunération	Charges sociales	Total ¹
Administration municipale						
Cadres et contremaîtres	1	100,80	33,75	10 130 741	2 601 914	12 732 655
Professionnels	2	3,00	33,75	345 530	57 584	403 114
Cols blancs	3	219,50	33,50	10 335 661	2 639 775	12 975 436
Cols bleus	4	130,60	40,00	8 463 066	2 086 094	10 549 160
Policiers	5	106,20	40,00	9 920 532	2 049 144	11 969 676
Pompiers	6	44,50	40,00	2 727 783	567 187	3 294 970
Conducteurs et opérateurs (transport en commun)	7					
	8	604,60		41 923 313	10 001 698	51 925 011
Élus	9	13,00		693 244	157 534	850 778
	10	617,60		42 616 557	10 159 232	52 775 789

1. Inclut la rémunération et les charges sociales aux fins de fonctionnement et d'immobilisations.

2. En vertu de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (chapitre A-2.1), le salaire d'un employé, à l'exception de celui d'un cadre, est un renseignement confidentiel. Afin de respecter la loi, lorsqu'une catégorie d'emploi compte un effectif ou moins, ces renseignements ne doivent pas apparaître sur le document déposé au conseil. Dans un tel cas, certaines informations sont remplacées par des astérisques à l'impression du document.

**ANALYSE DES REVENUS DE TRANSFERT NON CONSOLIDÉS PAR SOURCES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

		Gouvernement du Québec		Gouvernement du Canada	MRC/ Municipalités/ Communautés métropolitaines	Total
		Fonctionnement	Investissement			
Transport en commun	11					
Eau et égout						
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	12	153 556	744	1 802		156 102
Réseau de distribution de l'eau potable	13	46 274	1 270 657			1 316 931
Traitement des eaux usées	14	53 393	2 356	5 707		61 456
Réseaux d'égout	15	43 699	607 760			651 459
Autres	16	892 031	1 434 855	107 859		2 434 745
	17	1 188 953	3 316 372	115 368		4 620 693

**ANALYSE DU COÛT DES SERVICES MUNICIPAUX NON CONSOLIDÉ
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

<i>Non audité</i>		Charges avant amortissement	+	Amortissement des immo- bilisations	=	Charges	-	Services rendus	=	Coût des services municipaux	Frais de financement	
Administration générale												
Application de la loi	1	1 260 104	27	42 570	53	1 302 674	79	140 341	105	1 162 333	131	4 926
Évaluation	2	1 275 762	28	30 399	54	1 306 161	80		106	1 306 161	132	7 153
Autres	3	12 491 117	29	574 458	55	13 065 575	81	162 340	107	12 903 235	133	228 009
	4	15 026 983	30	647 427	56	15 674 410	82	302 681	108	15 371 729	134	240 088
Sécurité publique												
Police	5	17 568 609	31	742 759	57	18 311 368	83	267 639	109	18 043 729	135	186 003
Sécurité incendie	6	5 482 681	32	595 647	58	6 078 328	84	219 046	110	5 859 282	136	167 457
Sécurité civile	7	33 593	33	3 479	59	37 072	85		111	37 072	137	133
Autres	8	679 778	34	3 201	60	682 979	86	6 898	112	676 081	138	
	9	23 764 661	35	1 345 086	61	25 109 747	87	493 583	113	24 616 164	139	353 593
Transport												
Réseau routier												
Voirie municipale	10	3 441 489	36	7 501 508	62	10 942 997	88	290 502	114	10 652 495	140	3 711 018
Enlèvement de la neige	11	5 367 961	37	241 858	63	5 609 819	89	7 895	115	5 601 924	141	27 673
Autres	12	1 545 169	38	1 447 102	64	2 992 271	90		116	2 992 271	142	451 136
Transport collectif	13	7 672 067	39	42 908	65	7 714 975	91	718 279	117	6 996 696	143	15 979
Autres	14	103 342	40	47 897	66	151 239	92		118	151 239	144	13 060
	15	18 130 028	41	9 281 273	67	27 411 301	93	1 016 676	119	26 394 625	145	4 218 866
Hygiène du milieu												
Eau et égout												
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	16	2 840 691	42	1 580 866	68	4 421 557	94	770 512	120	3 651 045	146	706 805
Réseau de distribution de l'eau potable	17	1 760 545	43	1 788 382	69	3 548 927	95	41 355	121	3 507 572	147	587 573
Traitement des eaux usées	18	2 288 251	44	1 120 221	70	3 408 472	96	160 524	122	3 247 948	148	329 699
Réseaux d'égout	19	2 493 725	45	4 889 556	71	7 383 281	97	10 265	123	7 373 016	149	1 499 158
Matières résiduelles												
Déchets domestiques et assimilés	20	3 120 438	46		72	3 120 438	98		124	3 120 438	150	
Matières recyclables	21	1 521 383	47		73	1 521 383	99		125	1 521 383	151	502
Autres	22		48	5 293	74	5 293	100		126	5 293	152	
Cours d'eau	23	138 780	49	16 726	75	155 506	101		127	155 506	153	1 009
Protection de l'environnement	24	704 132	50	3 894	76	708 026	102	5 251	128	702 775	154	1 653
Autres	25	10 000	51		77	10 000	103		129	10 000	155	
	26	14 877 945	52	9 404 938	78	24 282 883	104	987 907	130	23 294 976	156	3 126 399

**ANALYSE DU COÛT DES SERVICES MUNICIPAUX NON CONSOLIDÉ (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

<i>Non audité</i>	Charges avant amortissement		+ Amortissement des immobilisations		= Charges		- Services rendus		= Coût des services municipaux		Frais de financement
Santé et bien-être											
Logement social	157	736 832	172	187	736 832	202	217	736 832	232		
Sécurité du revenu	158		173	188		203	218		233		
Autres	159	467 860	174	189	467 860	204	219	467 860	234		
	160	1 204 692	175	190	1 204 692	205	220	1 204 692	235		
Aménagement, urbanisme et développement											
Aménagement, urbanisme et zonage	161	2 200 428	176	191	2 291 849	206	221	2 259 835	236	350 294	
Rénovation urbaine	162		177	192	5 000	207	222	5 000	237		
Promotion et développement économique	163	587 295	178	193	633 377	208	223	612 666	238	1 068	
Autres	164	5 274	179	194	5 274	209	224	(58 981)	239		
	165	2 792 997	180	195	2 935 500	210	225	2 818 520	240	351 362	
Loisirs et culture											
Activités récréatives	166	17 702 631	181	196	21 306 276	211	226	18 579 579	241	2 100 921	
Activités culturelles											
Bibliothèques	167	3 172 820	182	197	3 411 602	212	227	3 351 709	242	54 054	
Autres	168	2 703 367	183	198	2 867 837	213	228	2 748 617	243	166 362	
	169	23 578 818	184	199	27 585 715	214	229	24 679 905	244	2 321 337	
Réseau d'électricité	170		185	200		215	230		245		
	171	99 376 124	186	201	124 204 248	216	231	118 380 611	246	10 611 645	

**ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS NON CONSOLIDÉES PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015****Non audité**

		2015	2014
Rémunération	1	65 532	7 011
Charges sociales	2	15 266	1 565
Biens et services	3	21 331 599	26 082 374
Frais de financement	4	309 688	354 355
Autres	5		
	6	21 722 085	26 445 305

**ANALYSE DE L'EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ NON CONSOLIDÉ
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

Non audité

		2015	2014
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté			
Solde au début de l'exercice	1	6 955 058	9 917 656
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	2	(393 216)	
Solde redressé au début de l'exercice	3	6 561 842	9 917 656
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	4	5 366 537	1 936 980
Affectations et virements			
Activités de fonctionnement	5	(49 838)	477
Activités d'investissement	6		
Excédent de fonctionnement affecté	7	(6 288 885)	(4 900 055)
Réserves financières et fonds réservés	8		
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	9		
Financement des investissements en cours	10		
	11	(972 186)	(2 962 598)
Solde à la fin de l'exercice	12	5 589 656	6 955 058
Excédent de fonctionnement affecté			
Solde au début de l'exercice	13	11 268 830	13 517 757
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	14		
Solde redressé au début de l'exercice	15	11 268 830	13 517 757
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Affectations et virements			
Activités de fonctionnement	16	(1 421 072)	(2 708 903)
Activités d'investissement	17	(2 461 366)	(4 440 079)
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	18	6 288 885	4 900 055
Financement des investissements en cours	19		
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	20		
	21	2 406 447	(2 248 927)
Solde à la fin de l'exercice	22	13 675 277	11 268 830
Réserves financières et fonds réservés			
Solde au début de l'exercice	23	11 187 461	6 851 769
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	24		
Solde redressé au début de l'exercice	25	11 187 461	6 851 769
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Affectations et virements			
Activités de fonctionnement	26	(324 308)	4 946 274
Activités d'investissement	27	(2 479 535)	(1 336 050)
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	28		
Financement des investissements en cours	29	404 057	725 468
	30	(2 399 786)	4 335 692
Solde à la fin de l'exercice	31	8 787 675	11 187 461

ANALYSE DE L'EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ NON CONSOLIDÉ (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

Non audité

	2015	2014
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir		
Solde au début de l'exercice	32 (12 258 631)	(11 399 134)
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	33	
Solde redressé au début de l'exercice	34 (12 258 631)	(11 399 134)
Augmentation de l'exercice		
Avantages sociaux futurs		
Déficit initial au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes capitalisés	35 ()	()
Avantages postérieurs au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes capitalisés		
Mesure d'allègement pour la crise financière 2008	36 ()	()
Autres	37 ()	()
Régimes non capitalisés	38 ()	()
Frais de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement		
Frais d'assainissement des sites contaminés	39 ()	()
Mesures transitoires relatives à la TVQ	40 ()	()
Utilisation du fonds général		
Utilisation du fonds de roulement	41 ()	()
Appariement fiscal pour revenus de transfert	42 ()	()
Autres	43 ()	()
	44 ()	()
	45 ()	()
Financement à long terme des activités de fonctionnement		
Mesure transitoire relative à la TVQ	46 ()	()
Autre financement	47 (532 874)	(2 375 280)
	48 (532 874)	(2 375 280)
Diminution de l'exercice		
Affectations débitrices aux activités de fonctionnement		
Remboursement de la dette à long terme liée aux activités de fonctionnement	49 113 270	242 900
	50 1 270 179	1 272 883
	51 1 383 449	1 515 783
Solde à la fin de l'exercice	52 (11 408 056)	(12 258 631)
Financement des investissements en cours		
Solde au début de l'exercice	53 (5 699 219)	(3 249 852)
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	54	
Solde redressé au début de l'exercice	55 (5 699 219)	(3 249 852)
<i>Ajouter (déduire)</i>		
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales		
	56 9 523 903	(1 723 899)
Virements		
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté		
Excédent de fonctionnement affecté	57	
Réserves financières et fonds réservés	58 (404 057)	(725 468)
	59 9 119 846	(2 449 367)
	60 3 420 627	(5 699 219)
Solde à la fin de l'exercice	61 3 420 627	(5 699 219)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs		
Solde au début de l'exercice	62 243 879 127	231 383 774
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	63 393 216	
Solde redressé au début de l'exercice	64 244 272 343	231 383 774
<i>Ajouter (déduire)</i>		
Affectations et virements		
Activités de fonctionnement		
Excédent de fonctionnement affecté	65	
Variation résiduelle de l'exercice	66 (8 318 252)	12 495 353
	67 235 954 091	243 879 127
Solde à la fin de l'exercice	68 235 954 091	243 879 127

**FONDS DE ROULEMENT NON CONSOLIDÉ
CAPITAL AUTORISÉ
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

Non audité

	<u>RÈGLEMENT N°</u>	<u>MONTANT AUTORISÉ</u>
CAPITAL AUTORISÉ AU 1 ^{ER} JANVIER	1	<u>5 825 000</u>
Augmentation		
À même l'excédent de fonctionnement	<u>2</u>	
Par l'imposition d'une taxe spéciale	<u>3</u>	
Par l'adoption d'un règlement d'emprunt	<u>4</u>	
	5	<u>5 825 000</u>
Diminution		
	<u>6</u>	
CAPITAL AUTORISÉ AU 31 DÉCEMBRE	7	<u>5 825 000</u>

**SOLDES DISPONIBLES DES RÈGLEMENTS D'EMPRUNT FERMÉS NON CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

Non audité

	Solde au 1 ^{er} janvier	Redressement aux exercices antérieurs (note 20)	Règlements d'emprunt fermés		Utilisation de l'exercice	Virement	Solde au 31 décembre	
			Activités de fonctionnement	Activités d'in- vestissement				
Montant non réservé	1	2	3	4	5 ()	6	7	
Montant réservé pour le service de la dette	8	2 775 557 9	10	16 431 11	33 739 12 ()	13	14	1 806 359
	15	2 775 557 16	17	16 431 18	33 739 19 ()	20	21	1 806 359

**EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT DU RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ
À DES FINS FISCALES NON CONSOLIDÉ
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

<i>Non audité</i>	2015		2014
	Budget	Réalisations	Réalisations
Revenus			
Ventes d'électricité			
Domestique et agricole	1		
Générale et institutionnelle	2		
Industrielle	3		
Autres	4		
Autres revenus	5		
	6		
Charges			
Achat d'énergie	7		
Taxe sur le revenu brut	8		
Frais d'exploitation	9		
Autres frais	10		
Frais de financement	11		
Amortissement des immobilisations	12		
	13		
Partie imputée à la municipalité pour consommation d'électricité	14 () () (
	15		
Excédent (déficit) de fonctionnement avant conciliation à des fins fiscales			
	16		
CONCILIATION À DES FINS FISCALES			
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Immobilisations			
Amortissement	17		
Produit de cession	18		
(Gain) perte sur cession	19		
Réduction de valeur	20		
	21		
Financement			
Financement à long terme des activités de fonctionnement	22		
Remboursement de la dette à long terme	23 () () (
	24		
Affectations			
Activités d'investissement	25 () () (
Excédent (déficit) accumulé			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	26		
Excédent de fonctionnement affecté	27		
Réserves financières et fonds réservés	28		
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	29		
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	30		
	31		
	32		
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales			
	33		

TAUX DES TAXES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

Non audité**Taxes sur la valeur foncière****Du 100 \$ d'évaluation****Taxes générales**

Taxe foncière générale (taux unique)	1	□ , □ □ □ □ □ \$
Taxe foncière générale (taux variés)		
Catégorie résiduelle (résidentielle et autres)	2	□ 0 , □ 6 □ 1 □ 3 □ 7 \$
Catégorie des immeubles de 6 logements ou plus	3	□ 0 , □ 6 □ 1 □ 3 □ 7 \$
Catégorie des immeubles non résidentiels	4	□ 1 , □ 8 □ 8 □ 3 □ 1 \$
Catégorie des immeubles industriels	5	□ 1 , □ 8 □ 9 □ 7 □ 7 \$
Catégorie des terrains vagues desservis	6	□ 1 , □ 2 □ 2 □ 7 □ 4 \$
Catégorie des immeubles agricoles	7	□ 0 , □ 6 □ 1 □ 3 □ 7 \$
<hr/>		
Taxes spéciales pour le service de la dette (taux unique)	8	□ 0 , □ 2 □ 2 □ 5 □ 4 \$
Taxes spéciales pour le service de la dette (taux variés)		
Catégorie résiduelle (résidentielle et autres)	9	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles de 6 logements ou plus	10	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles non résidentiels	11	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles industriels	12	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des terrains vagues desservis	13	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles agricoles	14	□ , □ □ □ □ □ \$
<hr/>		
Taxes spéciales pour les activités de fonctionnement (taux unique)	15	□ 0 , □ 0 □ 1 □ 4 □ 7 \$
Taxes spéciales pour les activités de fonctionnement (taux variés)		
Catégorie résiduelle (résidentielle et autres)	16	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles de 6 logements ou plus	17	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles non résidentiels	18	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles industriels	19	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des terrains vagues desservis	20	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles agricoles	21	□ , □ □ □ □ □ \$
<hr/>		
Taxes spéciales pour les activités d'investissement (taux unique)	22	□ , □ □ □ □ □ \$
Taxes spéciales pour les activités d'investissement (taux variés)		
Catégorie résiduelle (résidentielle et autres)	23	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles de 6 logements ou plus	24	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles non résidentiels	25	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles industriels	26	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des terrains vagues desservis	27	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles agricoles	28	□ , □ □ □ □ □ \$

TAUX DES TAXES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

Non audité**Compensations et tarification pour services municipaux résidentiels**

(Montant fixe)

		Par unité de logement	
Eau	1	|_|_|_| , |_|_|	\$
Égout	2	|_|_|_| , |_|_|	\$
Eau et égout	3	|_|_|_| , |_|_|	\$
Traitement des eaux usées	4	|1|1|0| , |0|0|	\$
Matières résiduelles	5	|2|2|0| , |0|0|	\$

% de la valeur locative**Taxe d'affaires sur la valeur locative**

6 |_|_| , |_|_|_|_| %

Autres taxes et compensations, et autres modes de tarification

Description	Taux	Code ¹	Préciser
Entretien - Infrastructures municipales	110,0000	4	
Eau à la consommation (1257-14)	,5750	7	de 1 à 227 mètres cubes
Eau à la consommation (1257-14)	,6578	7	+ de 227 mètres cubes
Eau - Catégorie industrielle (1257-14)	,6000	7	du mètre cube
Mise à niveau de l'usine de purification	35,0000	4	
Rejets des eaux usées	,2000	7	du mètre cube
Dettes - ancienne ville Repentigny	,0204	1	
Dettes - ancienne ville Le Gardeur	,0639	1	
Améliorations locales		7	Chaque citoyen paie ses services spécifiques. Les taux varient selon chaque règlement et chaque année selon le service de dette à rencontrer.

1. Code : 1 - du 100 \$ d'évaluation

2 - du mètre carré

3 - du mètre linéaire

4 - tarif fixe (compensation)

5 - du 1 000 litres

6 - % de la valeur locative

7 - autres (préciser)

**QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

Non audité	OUI	NON	S.O.
1. Est-ce que le rapport financier est consolidé? Un rapport financier consolidé comprend la consolidation ligne par ligne des organismes contrôlés et des partenariats.	1 <input checked="" type="checkbox"/>	2 <input type="checkbox"/>	
Si oui, présentez-vous le budget consolidé?	3 <input checked="" type="checkbox"/>	4 <input type="checkbox"/>	
2. Bien que les normes sur les instruments financiers du secteur public soient applicables aux municipalités à compter de 2020 seulement, une municipalité peut choisir de les appliquer de façon anticipée. Est-ce que la municipalité applique ces normes de façon anticipée?	5 <input type="checkbox"/>	6 <input checked="" type="checkbox"/>	
3. La municipalité a-t-elle versé des subventions en vertu de l'article 85.2 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (chapitre A-19.1), d'une disposition équivalente de la charte de la municipalité ou de l'article 94.5 de la Loi sur la Société d'habitation du Québec (chapitre S-8)?	7 <input type="checkbox"/>	8 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer les montants suivants :			
a) le montant total versé en 2015	9		\$
b) le solde estimatif au 31 décembre 2015 des engagements en vertu du règlement concerné	10		\$
4. La municipalité a-t-elle attribué des crédits de taxes ou d'autres formes d'aide financière en vertu des articles 92.1 à 92.7 de la Loi sur les compétences municipales (chapitre C-47.1)?	11 <input type="checkbox"/>	12 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer les montants versés pour l'exercice :			
a) crédits de taxes	13		\$
b) autres formes d'aide	14		\$
5. La municipalité a-t-elle reçu du MAPAQ des remboursements de taxes de 2015 pour des exploitations agricoles enregistrées?	15 <input checked="" type="checkbox"/>	16 <input type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer le montant.	17	289 185 \$	
6. La municipalité a-t-elle reçu des revenus de taxes provenant d'une centrale thermique?	18 <input type="checkbox"/>	19 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer le montant.	20		\$
7. Quelle est la population saisonnière de la municipalité, soit la population qui s'ajoute au nombre d'habitants établi par décret?	21		22 <input checked="" type="checkbox"/>

**QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

Non audité	OUI	NON	S.O.
8. La municipalité a-t-elle la compétence de percevoir les droits en vertu de l'article 78.1 de la LCM auprès des exploitants de carrières et sablières?	23 <input type="checkbox"/>	24 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, a-t-elle perçu des droits en vertu de l'article 78.1 de la LCM au cours de l'exercice?	25 <input type="checkbox"/>	26 <input type="checkbox"/>	
9. La municipalité applique-t-elle les nouvelles normes sur les paiements de transfert en suivant la position prescrite par le gouvernement du Québec selon la recommandation du MAMOT?	27 <input type="checkbox"/>	28 <input checked="" type="checkbox"/>	29 <input type="checkbox"/>
Les questions 10 et 11 s'adressent aux municipalités ayant des compétences de MRC seulement			
10. La municipalité est-elle responsable d'un Fonds local d'investissement (FLI)?	30 <input type="checkbox"/>	31 <input checked="" type="checkbox"/>	
11. La municipalité est-elle responsable d'un Fonds local de solidarité (FLS)?	32 <input type="checkbox"/>	33 <input checked="" type="checkbox"/>	

**AUTRES RENSEIGNEMENTS SUR L'ORGANISME MUNICIPAL
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

ORGANISME MUNICIPAL

Adresse 435, boulevard Iberville
(no) (rue)
Repentigny J6A 2B6
(Municipalité) (Code postal)

Téléphone (450) 470-3001
(ind. rég.) (numéro)

Télécopieur (450) 470-3084
(ind. rég.) (numéro)

Courriel finance@ville.repentigny.qc.ca

TRÉSORIER OU SECRÉTAIRE-TRÉSORIER

Nom Diane Pelchat, CPA, CGA

Téléphone (450) 470-3001
(ind. rég.) (numéro)

Télécopieur (450) 470-3084
(ind. rég.) (numéro)

Courriel pelchatd@ville.repentigny.qc.ca

AUDITEUR INDÉPENDANT

Nom DCA, Comptable professionnel agréé Inc.

Titre Comptable professionnel agréé

Adresse 611, boulevard de l'Industrie
(no) (rue)
St-Paul-de-Joliette J0K 3E0
(Municipalité) (Code postal)

Téléphone (450) 756-1851
(ind. rég.) (numéro)

Télécopieur (450) 756-0226
(ind. rég.) (numéro)

Courriel dcollin@dca-sf.ca

Responsable du dossier Dominique Collin, FCPA auditeur, FCA

VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL (s'il y a lieu)

Nom _____

Titre _____

Adresse _____
(no) (rue)

(Municipalité) (Code postal)

Téléphone _____
(ind. rég.) (numéro)

Télécopieur _____
(ind. rég.) (numéro)

Courriel _____

**RICHESSSE FONCIÈRE AUX FINS DE LA PÉRÉQUATION DE 2017
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

Valeur qui résulte de la capitalisation des revenus provenant de l'article 222 LFM
selon le taux global de taxation réel non uniformisé de 2015

1
.....

Facteur comparatif

2
.....

Valeur uniformisée

3 _____

ATTESTATION DE TRANSMISSION ET DE CONSENTEMENT À LA DIFFUSION

Je , Diane Pelchat , atteste que le rapport financier consolidé de Repentigny pour l'exercice terminé le 31 décembre 2015, transmis de façon électronique au ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire, a été déposé à la séance du conseil du 2016-04-12 .

Je certifie que les informations ainsi que les rapports de l'auditeur indépendant et mon attestation de trésorier ou secrétaire-trésorier transmis de façon électronique au même Ministère sont conformes à ceux déposés lors de la séance du conseil, et que les copies originales signées de ces rapports et de mon attestation sont détenues par Repentigny .

Cette transmission est effectuée conformément à la procédure établie par le Ministère.

Je confirme que Repentigny consent à la diffusion intégrale par le ministre du rapport financier et des rapports d'audit, tels que transmis, pour une durée illimitée et de la manière jugée appropriée par le ministre.

Afin de permettre la diffusion intégrale de ces rapports par le ministre, je confirme également que Repentigny détient les autorisations nécessaires, notamment celle de l'auditeur obtenue selon les modalités prévues dans la mission d'audit.

Je confirme qu'en appuyant sur le bouton «Attester», je manifeste mon consentement au même titre qu'une signature manuscrite.

L'excédent (déficit) de l'exercice à la page S18 ligne 22 est de 794 437 \$.

Le taux global de taxation réel de 2015 à la page S34 ligne 6 est de 1,2016 \$.

Date et heure de la dernière modification : 2016-04-05 09:59:49

Date de transmission au Ministère : 2016/04/13

Sommaire de l'information financière consolidée

Exercice terminé le 31 décembre 2015

Ce sommaire de l'information financière est extrait automatiquement du rapport financier consolidé déposé au Conseil et attesté par le trésorier, sans possibilité de modifications.

Nom : Repentigny

**Affaires municipales
et Occupation
du territoire**

Québec 

**SOMMAIRE DES RÉSULTATS À DES FINS FISCALES CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

	Réalizations 2014		Budget 2015	Réalizations 2015		
	Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés	Total consolidé ¹	
Revenus						
Fonctionnement	1	128 007 491	129 745 350	131 639 255	3 482 700	132 643 086
Investissement	2	10 286 013	14 046 000	3 863 282		3 863 282
	3	138 293 504	143 791 350	135 502 537	3 482 700	136 506 368
Charges	4	129 982 848	140 598 380	134 815 893	3 374 907	135 711 931
Excédent (déficit) de l'exercice	5	8 310 656	3 192 970	686 644	107 793	794 437
Moins : revenus d'investissement	6	(10 286 013)	(14 046 000)	(3 863 282)	()	(3 863 282)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales	7	(1 975 357)	(10 853 030)	(3 176 638)	107 793	(3 068 845)
Éléments de conciliation à des fins fiscales						
Amortissement des immobilisations	8	24 026 212	28 337 760	24 828 124	77 951	24 906 075
Financement à long terme des activités de fonctionnement	9	2 375 281		532 873		532 873
Remboursement de la dette à long terme	10	(20 954 263)	(18 448 330)	(19 180 370)	(227 560)	(19 407 930)
Affectations						
Activités d'investissement	11	(548 599)	()	(2 783 892)	()	(2 783 892)
Excédent (déficit) accumulé	12	(2 480 748)	963 600	1 681 948		1 681 948
Autres éléments de conciliation	13	1 494 454		3 464 492	270 772	3 735 264
	14	3 912 337	10 853 030	8 543 175	121 163	8 664 338
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	15	1 936 980		5 366 537	228 956	5 595 493

1. Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

Extrait du rapport financier, pages S7 et S8

**SOMMAIRE DE LA SITUATION FINANCIÈRE CONSOLIDÉE
AU 31 DÉCEMBRE 2015**

		2014	2015		2014
		Administration municipale	Administration municipale	Total consolidé	Total consolidé
Actifs financiers					
Débiteurs	1	43 816 975	42 088 537	42 249 514	43 938 451
Autres	2	33 058 477	37 259 060	38 190 974	34 002 604
	3	76 875 452	79 347 597	80 440 488	77 941 055
Passifs					
Dette à long terme	4	282 449 214	288 837 899	288 876 561	282 671 071
Passif au titre des avantages sociaux futurs	5	4 588 500	4 528 700	4 528 700	4 588 500
Autres	6	39 963 180	30 811 648	31 084 071	40 366 607
	7	327 000 894	324 178 247	324 489 332	327 626 178
Actifs financiers nets (dette nette)	8	(250 125 442)	(244 830 650)	(244 048 844)	(249 685 123)
Actifs non financiers					
Immobilisations	9	500 378 964	495 925 370	496 334 728	501 011 607
Autres	10	5 079 104	4 924 550	4 937 170	5 102 133
	11	505 458 068	500 849 920	501 271 898	506 113 740
Excédent (déficit) accumulé					
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	12	6 955 058	5 589 656	6 304 754	7 572 273
Excédent de fonctionnement affecté	13	11 268 830	13 675 277	13 793 267	11 336 820
Réserves financières et fonds réservés	14	11 187 461	8 787 675	8 787 675	11 187 461
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	15 (	12 258 631 ) (	11 408 056 ) (	11 408 056 ) (	12 258 631)
Financement des investissements en cours	16	(5 699 219)	3 420 627	3 420 627	(5 699 219)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	17	243 879 127	235 954 091	236 324 787	244 289 913
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	18				
	19	255 332 626	256 019 270	257 223 054	256 428 617

Extrait du rapport financier, page S11 et S23-1

**DÉTAIL DE L'EXCÉDENT DE FONCTIONNEMENT AFFECTÉ, DES RÉSERVES FINANCIÈRES
ET DES FONDS RÉSERVÉS CONSOLIDÉS
AU 31 DÉCEMBRE 2015**

		2015	2014
Excédent de fonctionnement affecté - Administration municipale			
- Remboursement dette/capital	20	1 696 017	1 684 473
- Remboursement dette/intérêts	21	623 134	549 747
- Équilibre budgétaire	22		1 000 000
- Déneigement	23	500 000	500 000
- Acq. et déploiement immobilier	24	3 303 252	2 124 143
- Équip. et infras / culturel	25	4 989 529	4 655 006
- Surplus/placement C.Récréatif	26	811 782	500 539
- Divers programmes municipaux	27	926 563	254 922
- Éventualités ou imprévus	28	825 000	
	29	13 675 277	11 268 830
Excédent de fonctionnement affecté - Organismes contrôlés			
	30	117 990	67 990
	31	13 793 267	11 336 820
Réserves financières			
Fonds réservés	32		
	33	8 787 675	11 187 461
	34	22 580 942	22 524 281

Extrait du rapport financier, page S23-1

**SOMMAIRE DES REVENUS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

		Réalisations 2014	Budget 2015	Réalisations 2015	
		Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Total consolidé
Fonctionnement					
Taxes	1	107 038 473	111 700 690	112 716 706	112 716 706
Compensations tenant lieu de taxes	2	2 906 846	2 441 350	2 405 601	2 405 601
Quotes-parts	3				
Transferts	4	1 269 067	1 137 070	1 188 953	1 306 091
Services rendus	5	5 289 184	5 157 210	5 823 637	5 770 693
Autres	6	11 503 921	9 309 030	9 504 358	10 443 995
	7	128 007 491	129 745 350	131 639 255	132 643 086
Investissement					
Taxes	8	84 465		12 263	12 263
Quotes-parts	9				
Transferts	10	8 342 390	12 426 000	3 431 740	3 431 740
Autres	11	1 859 158	1 620 000	419 279	419 279
	12	10 286 013	14 046 000	3 863 282	3 863 282
	13	138 293 504	143 791 350	135 502 537	136 506 368

Extrait du rapport financier, page S7

**SOMMAIRE DES CHARGES CONSOLIDÉES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

		Administration municipale				Données consolidées	
		Budget 2015	Réalizations 2015			Réalizations 2015	Réalizations 2014
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total		
Administration générale							
Évaluation	1	1 143 280	1 275 762	30 399	1 306 161	1 306 161	855 285
Autres	2	13 375 510	13 751 221	617 028	14 368 249	14 368 249	12 793 541
Sécurité publique							
Police	3	17 913 640	17 568 609	742 759	18 311 368	18 311 368	17 628 305
Sécurité incendie	4	5 862 490	5 482 681	595 647	6 078 328	6 078 328	6 384 698
Autres	5	799 700	713 371	6 680	720 051	720 051	890 560
Transport							
Réseau routier	6	9 137 800	10 354 619	9 190 468	19 545 087	19 545 087	18 082 562
Transport collectif	7	7 168 850	7 672 067	42 908	7 714 975	7 714 975	6 057 220
Autres	8		103 342	47 897	151 239	151 239	1 940 296
Hygiène du milieu							
Eau et égout	9	9 684 270	9 383 212	9 379 025	18 762 237	18 762 237	17 759 952
Matières résiduelles	10	4 700 590	4 641 821	5 293	4 647 114	4 647 114	4 565 619
Autres	11	732 660	852 912	20 620	873 532	873 532	811 254
Santé et bien-être	12	1 221 780	1 204 692		1 204 692	1 204 692	1 200 144
Aménagement, urbanisme et développement							
Aménagement, urbanisme et zonage	13	2 434 250	2 200 428	91 421	2 291 849	2 291 849	2 153 000
Promotion et développement économique	14	570 660	587 295	46 082	633 377	627 111	956 903
Autres	15	5 340	5 274	5 000	10 274	10 274	835 914
Loisirs et culture	16	23 021 000	23 578 818	4 006 897	27 585 715	28 478 764	26 573 719
Réseau d'électricité	17						
Frais de financement	18	14 488 800	10 611 645		10 611 645	10 620 900	11 393 185
Amortissement des immobilisations	19	28 337 760	24 828 124	(24 828 124)			
	20	140 598 380	134 815 893		134 815 893	135 711 931	130 882 157

Extrait du rapport financier, pages S28-1 à S28-3